LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Cinquante-cinquième année. — N° 216 | VENDREDI 17 FEVRIER 1950 | Le numéro : 10 francs

Les rois nous saoûlaient de fumée
Paix entre nous, guerre aux tyrans.
Décrétons la grève aux armées
Crosse en l'air et rompons nos rangs :
S'ils s'obstinent ces cannibales
A faire de nous des héros
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

V° Couplet de l'Internationale

LA GRANDE ILLUSION DU 12 FÉVRIER

SEIZE ans déjà ! Les journaux dits de gauche consacrent à cette journée ouvrière de copieux articles.

Seize ans déjà ! Les événements ont marché depuis l'époque où le colonel de la Rocque fonçait sur la forteresse des médiocres, défendue par le démocrate Daladier. De l'illusion créée par le Rassemblement populaire dressé par les Partis contre la menace fasciste, que reste-t-il ? Rien d'autre que ces partis eux-mêmes, à la recherche de formules nouvelles susceptibles de recréer des illusions, pain quotidien des foules constamment grugées, constamment victimes et toujours reprises dans les mêmes filets tendus par les mêmes hommes appartenant aux mêmes clans.

Illusion, les valeurs morales qui poussaient le bourgeois moyen à l'assaut du Palais-Bourbon.

Illusion la manifestation organisée le même jour par le parti communiste dans les Champs-Elysées et devant l'Hôtel de Ville afin de détourner à son profit le dégoût provoqué par le scandale Stawiski et les nouveaux impôts.

Illusion la grande embrassade du 12 février imposée par les travailleurs inquiets à des politiciens qui se haïssaient et qui s'étreignaient pour mieux s'étouffer.

Illusion la victoire du Front populaire en 1936, fruit de ce collage circonstanciel.

La guerre et son cortège de misères, l'après guerre et ses difficultés économiques, la permanence des dangers d'un nouveau conflit, ont appris aux hommes la fragilité des solutions préconisées par les partis, basées sur leur problématique entente, partis qui ne sont jamais aussi dangereux que lorsqu'ils sont associés et qu'ils mettent en commun leur possibilité de continuer l'exploitation de la crédulité publique.

Aujourd'hui opposés par leurs intérêts contradictoires de clans ils essaient d'exploiter ce qu'il reste d'attachement sentimental pour le souvenir de ces journées de Février, afin de recréer le mythe, revu et corrigé suivant les nécessités actuelles, susceptible d'être encore exploité.

Les staliniens ont défilé à la République. Les socialistes revendiquent la paternité de la grève du 12 février, les radicaux profitent de l'occasion pour « jacobiniser » et toutes les âmes simples de regretter en chœur et d'appeler de leurs vœux un nouveau « Rassemblement de tous les Démocrates ».

Illusion les Rassemblements sous l'égide des partis. Illusion les succès électoraux qui en sont le but et le fruit, illusion le 12 février 1934, tous les 12 février de l'avenir.

La réalité est plus simple. Elle dépend certes d'un rassemblement : celui de tous les hommes voulant vivre libres dans un 12 février nouvelle formule, sans politiciens, contre les politiciens, sans objectifs électoraux pour des revendications gestionnaires.

lib

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy Paris-10e — C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 25 francs et la dernière bande

APRÈS L'ÉCŒURANT VERDICT DU CHERCHE-MIDI

Libérez le canonnier BURET

BURET fera dix ans de prison ! Ainsi en a décidé un Tribunal militaire présidé par un magistrat du type classique de l'ancien combattant abruti par la légende du « glorieux poilu de Verdun » et dont les rhumatismes, fruit d'un long séjour dans la « gadoue des tranchées », ont attisé l'aigreur contre ceux qui eurent la chance d'y échapper.

Buret ! un homme moyen... une intelligence moyenne ! Juste ce qu'il faut pour comprendre la différence qui existe entre un vivant et un mort, juste ce qu'il faut pour imposer son choix.

Le 10 juin 1940, la guerre était finie pour Buret, pour tous les Buret de l'armée en débandade. La guerre était finie pour le commandant Hermann, pour tous les commandants Hermann, race de bourgeois jouant au soldat en temps de paix, promenant l'uniforme dans les bordels des villes de garnison pendant les « périodes » et serrant les fesses lorsque le jeu étant venu réalité ils se voient obligés de payer la mise.

Pour d'autres la guerre continuait ! Des héros quoi ? Le talon de botte agressif, la panse sanglée dans la buffleterie, la cravache pointée en direction de l'ennemi héréditaire, ils étaient décidés à leur faire voir « aux Fritz » de quel bois les Buret, les Hermann et les autres se chauffaient.

Le colonel Charly était de ceux-là. Et ce fut le drame !

Le 153e régiment d'artillerie était encerclé. Charly caracolait. Les officiers de réserve mouillaient la poudre. La troupe attendait la classe !

Le colonel se fâcha ; il lui fallait du sang à cet homme ! De ce sang bien rouge qui se répand lentement sur la terre et qui, lorsque l'homme fait « floc » en tombant marque les « héros » à la face pour l'éternité.

« La garde meurt » !... « La ligne bleue des Vosges!... » « La Madelon... » Plan, plan, rataplan... Un coup de feu claqua !

Finie la comédie. Jailli du tréfonds de la masse, un quelconque Buret a tiré ! Tel un pantin désarticulé le colonel Charly git sur cette terre qui aurait pu devenir un charnier et qui le supporte allégrement. Un soupir de soulagement accompagne la fin du pître. « Il voulait tous nous faire crever, diront les hommes ». Cinq ans de silence devait sceller leur complicité.

Selon que vous serez puissant ou misérable
La justice des grands...
LAFONTAINE.

Puis vint la « Libération », les langues se délièrent. Buret fut arrêté, le tribunal militaire de Metz le condamnait en avril 1945 à cinq ans de prison. On aurait pu croire les militaires satisfaits ? Ils avaient obtenu leur ration d'héroïsme. Ce serait bien mal les connaître. Ils voulaient la peau de l'infortuné Buret afin de museler tous les Buret de l'avenir. Le ministère public fit appel.

Devant le tribunal tristement célèbre du Cherche-Midi, le malheureux voyait sa peine doubler. Dix ans de bagne ! On croit rêver. Puis la colère vous empoigne. Cette justice militaire continue ! On évoque Roussinque, les bagnes militaires, les campagnes d'Albert Londres, Biribi. On évoque aussi Turbaud, les Missofle, tous ces magistrats à la dévotion de leur ministre de la guerre réservant leur rigueur pour la « piétaille » et classant allègrement l'affaire des généraux Revers-Mast.

Dix ans de bagne et pourquoi ? Buret portait en lui toute la colère de ceux qui ne voulaient pas mourir. Il a rendu impossible l'hécatombe froidement préméditée qu'un bravache préparait. L'atmosphère reconstituée au cours du procès est concluante : Buret n'a été que l'instrument de tous ceux qui étaient promis « au baroud d'honneur ».

On épiloguera longtemps. Avait-il le droit de tuer ? Peut-on considérer l'acte en dehors de l'homme. Le meurtre doit-il être dépersonnalisé ? Buret était-il Buret ou simplemnet partie de tous

(Suite page 2, col. 4.)

Au Palais-Bourbon

GAUCHE... DROITE = REACTION

RAREMENT la complexité des tendances diverses et opposées, les arrière-pensées, les calculs, les hésitations des uns, la détermination des autres n'a si bien caractérisé un monde parlementaire dont le moins que l'on puisse dire est qu'il se soucie davantage de son existence propre que de celle d'un peuple dont il doit, théoriquement, assurer la prospérité.

Après la laborieuse réinvestiture du cabinet Bidault, le vote des conventions collectives obtenu grâce à une coalition M. R. P.-S. F. I. O.-P. C. F. témoigne d'un divorce entre le gouvernement et sa majorité, ou ce qu'il en reste, et des préoccupations particulières des partis. Que M. Bidault n'ait obtenu que 225 voix et les conventions collectives 451 illustre tout l'intérêt porté par certaines fractions politiques au facteur électoral et de leurs hésitations, quant à soutenir un gouvernement qui, pour les uns, ne favorise pas les nécessités tactiques du moment et, pour les autres, fait le jeu des forces dites de gauche. On n'a pas osé dire : non. On s'est abstenu. Les modérés, P. R. L. et Cie, par la voix de MM. P. Reynaud et Michelet, ont laissé entendre que l'heure du choix avait sonné, que « l'Union Nationale » est la dernière planche de salut avant le saut dans l'inconnu de la dissolution dont certains ne veulent entendre parler si une réforme électorale ne le précède.

De Gaulle, au Vél' d'Hiv', de son côté, vient d'affirmer qu'aucune participation au pouvoir avec les partis actuels ne saurait être envisagée, mais se déclare prêt à « ... examiner avec tous ceux qui en prendraient l'initiative, les modalités d'une consultation populaire ». Il dément ainsi — en apparence — l'appel de son porte-parole officieux, M. Michelet. Mais pouvait-il se déjuger publiquement et ne vaut-il pas mieux procéder dans les coulisses à ce tournant politique qui se dessine au Palais-Bourbon et provoquera, s'il réussit, un regroupement de toutes les forces réactionnaires où le gaullisme entend, à défaut de mieux, se tailler une large place ?

Mais le fruit n'est pas encore mûr, les chefs socialistes n'ayant encore défini leur position, le « soutien-opposition » ne signifiant rien D'ailleurs, conscient de la manœuvre des droites, Guy Mollet a déclaré à Poitiers : « ...Le départ des socialistes ne crée pas une crise. Mais si un gouvernement désire de nouveau notre participation, il devra d'abord donner satisfaction sur le plan social ».

Mais qu'entendent les socialistes par « satisfaction sur le plan social » ? Toute la question est là et l'on peut augurer qu'ils se montreront sans doute accommodants plutôt que de se voir rejeter dans une opposition rendue formelle grâce à la formation d'une nouvelle majorité de droite. Si cette éventualité se réalisait, nous assisterions alors à une scission du M.R.P. dont une importante fraction refuse de s'aliéner la S. F. I. O. et à côté du P. C. F. prendruit racine un second noyau oppositionnel d'une importance non négligeable.

Les dirigeants socialistes ont donc dès maintenant en main un alibi de choix : le jour où ils rentreront à nouveau dans un gouvernement, ce sera « pour sauver les institutions républicaines du danger ».

Jean CLARI.

(Suite page 4, col. 6.)

TOUS A LA MUTUALITE
Vendredi 17 Février 1950
à 20 h. 30

GRAND MEETING

pour

L'OBJECTION DE CONSCIENCE

organisé par
DEFENSE DE L'HOMME
FONTAINE représentera la F.A.

DE GAULLE AU Vel' d'Hiv'

MALGRE les efforts de Malraux et aussi d'une importante claque stratégiquement répartie, il apparaît qu'un certain désenchantement se manifeste dans le milieu R.P.F. : désenchantement tellement évident que la presse gaulliste elle-même s'en émeut et ne peut le passer sous silence.

Il ne nous apparaît pas utile de faire ici une analyse détaillée des différentes diatribes prononcées. nous nous en tiendrons seulement à quelques aveux de de Gaulle.

De Gaulle se défend d'être un dictateur et nous réaffirme qu'après la « libération » il « possédait » les moyens de « force » pour prendre le pouvoir, mais qu'il ne l'a pas « voulu » parce que :

1° *Les partis politiques séparatistes et les syndicats étaient en opposition.*
2° *Bien que bénéficiant de son prestige d'alors il n'était pas dans ses possibilités de contrecarrer la poussée populaire vers le syndicalisme.*
3° *Au sein du gouvernement provisoire il y avait une sourde opposition à la réalisation des institutions qu'il préconisait.*
4° *La situation économique du pays ruiné par la guerre nécessitait l'aide étrangère, or les puissances alliées étaient en opposition avec sa politique.*

D'où pour lui deux possibilités (?) :

1° *Imposer sa dictature.*

Ou bien :

2° *S'intégrer au gouvernement.*

D'où « choix » d'une troisième solution :

« *Donner la parole au peuple (?) par la création du R.P.F.* ».

Mais il ne dit pas comment et avec quelles « forces » il aurait pu instaurer sa dictature, ayant contre lui : les syndicats, les partis politiques, l'opposition gouvernementale et le refus au pays de toute aide économique alliée. Devant de tels faits on conçoit aisément que son « choix » lui fut quelque peu imposé : la peur du peuple semble être la cause réelle de son « refus » à la dictature...

D'autre part de Gaulle qui, au nom de la démocratie, stigmatise la dictature communiste déclare : « Nous briserons les récalcitrants par la force ». Les aveux et les contradictions se succédant nous apprenons que « le R.P.F. est une abstraction qui se projette dans l'avenir » nous voici bien loin de l'arrogance des précédents discours exigeant la dissolution immédiate.

Sur le plan « constructif » les mots d'ordre actuels du R.P.F. se résument à :

1° *Equiper l'Afrique afin d'en tirer le plus grand rendement possible.*
2° *Intensifier la guerre d'Indochine jusqu'à la victoire française.*
3° *Repeupler la France...*

Ce qui constitue un programme bien fasciste.

JEANNINE-MICHEL.

Le Pouvoir et l'Etat

L'APPAREIL de l'Etat a pris des proportions gigantesques dans la Société moderne. Avec ses leviers de commande moraux et matériels, il oriente les actions individuelles et influence la vie de chacun.

Cet appareil se développe avec la technique au sein de laquelle il se trouve de nouvelles attributions. Qu'il s'ankylose et l'homme de la périphérie sera indisposé de ce mal central. Il semble que Société et Etat ne font qu'un et pourtant quel fourmillement subversif dans cette Société, quelle absence d'unité au sein même de l'Etat.

L'Etat se ravitaille en éléments humains dans toutes les couches de la Société.

Sa force militaire et policière il la puise dans la paysannerie et la classe ouvrière, ses cadres dans les divers milieux de la bourgeoisie.

Cette façon de puiser sa substance de toute part, dans toutes les classes sociales lui permet d'être *dans* la Société et pourtant de se détacher d'elle par ses impératifs, ses lois, ses codes, sa morale, sa volonté.

C'est cette interpénétration de l'Etat dans la Société dont il tire son énergie et sa réalité qui fait dire aux juristes professionnels pour qui l'Etat est une institution éternelle, que l'Etat est l'émanation de la Société, de toutes les couches diverses et inégales de la Société.

L'Etat arbitre, l'Etat régulateur, l'Etat-Equité, L'Etat-Justice autant de vocables pour dissimuler une réalité moins optimiste et moins favorable où la domination partage l'exploitation à la chaîne.

L'encens dont l'Etat se grise ne saurait abstraire le fait que l'appareil de l'Etat est toujours utilisé à des fins égoïstes par un ensemble de groupes humains qui, réunis en institutions patronnent le reste de la Société, c'est-à-dire l'essentiel.

Dès lors qu'est-ce qui peut justifier le POUVOIR sinon la force, sinon aussi la conviction habituelle que le Pouvoir est nécessaire pour réprimer le désordre, sinon aussi l'habitude, l'accoutumance que l'individu a d'obéir automatiquement, parce que le Pouvoir, l'obéissance existaient avant lui ?

Que le Pouvoir soit illégitime ou injuste, il est évident que les partisans du Pouvoir écarteront cette analyse avec répugnance.

Ce n'est pas la source d'un *fait* qui les préoccupe mais c'est le *fait* lui-même et pour peu que le *fait* leur donne des satisfactions matérielles et des apaisements moraux, il est juste et ceux qui le proclament injuste, quoique existant, vivent dans le rêve ou l'idéologie pure ou bien raisonnent dans le vide.

(Suite page 2, col. 6).

par ZINOPOULOS

PARIS, Ville Lumière...

LES POURRISSOIRS (1)

par ERIC-ALBERT

La plus effroyable détresse qui puisse s'abattre sur l'homme moderne est bien celle que provoque l'inexistence d'un habitat décent. Lorsque je vous parlerai des hôtels meublés, vous verrez et je vous prouverai que des déshérités se battent pour un trou, une pièce quelconque sans air, sans lumière, et se livrent même à des surenchères telles qu'un odieux marché noir de la chambre meublée impose sa loi mercantile et se rit de toutes les taxations.

Tenaillés par le besoin élémentaire du logement, on accepte toutes les humiliations, toutes les exploitations.

L'influence d'un milieu matériel sordide n'avilit pas toujours complètement les êtres qui la subissent. J'ai vu des écuries humaines et des « taudis ripolinés », mais j'ai constaté dans les deux cas et partout la même résignation, l'absence de toute joie, de toute haine, de toute révolte. Il ne reste plus que le poste de T.S.F., le cinéma et la littérature de caniveau. « Intimités », « Reader's », « Mon Film ».

A la porte de Clignancourt, les « zonards », ceux qui vivaient en ces repoussantes cités : les « Bidonvilles », furent expulsés en 1942.

Là où se trouvaient leurs cabanes, cahutes, roulottes, jardinets, poulaillers, clapiers, il n'y a plus que le vide, l'étendue piquetée de tas d'ordures où grouillent les rats. Une partie des anciens de la zone sont aujourd'hui hébergés dans un vaste immeuble sis au 16 de la rue Clignancourt et surnommé « la Chaumière ». Vingt-trois logements, vingt-trois familles, environ 140 enfants s'entassent là.

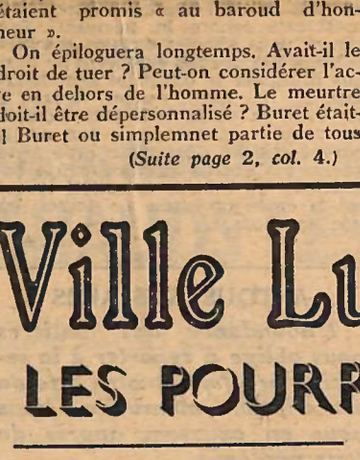
Trois familles françaises, dont celle de la concierge, la famille Rouy (7 personnes, 2 pièces), une autre (5 personnes, 2 pièces), m'ont affirmé que les locataires les plus corrects sont les étrangers : Espagnols, Portugais, Turcs, les Français étant seuls responsables des dévastations. Lorsque les locataires emmrnagèrent, l'immeuble avait été remis à neuf. Certes, les appartements n'ont ni eau, ni gaz, ni w.-c., mais les plafonds sont hauts, les pièces largement aérées par de grandes fenêtres. Sur chaque palier, une prise d'eau, un w.-c. Mais des vandales, ceux que l'ordure de la zone a complètement pourris, se sont acharnés : planchers, stuc décoratif des plafonds, plinthes, fenêtres des couloirs, portes des w.-c. (maintenant remplacées par des sacs) ont été arrachés au bénéfice des poêles. Du haut en bas de l'immeuble, les murs sont souillés d'ignobles graffitis, piquetés, creusés, dégradés. On dirait que certains dégénérés ne peuvent supporter la netteté, la propreté, que l'ignoble leur est indispensable.

Mais d'autres malgré ce milieu corrupteur, ont gardé leurs habitudes d'ordre, un savoir-vivre d'autant plus remarquable qu'il côtoie perpétuellement une innommable faune humaine. Ainsi ai-je vu une famille allant des grands-parents aux petits-enfants et totalisant 14 PERSONNES, installée dans trois pièces d'une méticuleuse propreté ! Aux murs des portraits, des photos, des chromos ; aux rayonnages, des volants de papier dentelle. Décoration naïve mais qui repose et console. Le soir, tout ce monde couche comme il le peut, à terre, sur des matelas, tout ce monde qui se « tient », qui se respecte, alors que des voisins beaucoup moins entassés, crou-

(Suite page 2, col. 5.)

Voir numéros précédents du « LIB ».

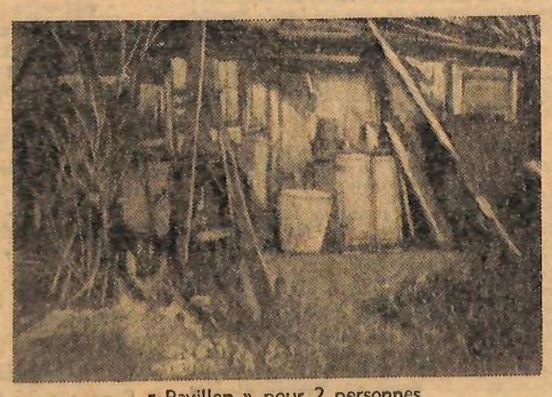
PARIS...



Féerie lumineuse à Chaillot

...SAINT-OUEN

« Pavillon » pour 6 personnes



« Pavillon » pour 2 personnes

AMIS DU « LIB »

Vous voulez aidez votre journal ? Un bon moyen

FAITES-LUI DES ABONNES
1 AN, 500 FR. — 6 MOIS, 250 FR.
à vos Amis offrez un abonnement de propagande, 10 nos 60 fr.
C.C.P. R. JOULIN 5561-76 PARIS

2.000 Abonnés de plus et nous vous offrons un "LIB" sur 6 PAGES

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Sécurité pour tous!

Les mauvaises langues insinuent que l'Etat se moque de la sécurité des individus comme de son premier caleçon... et comme il n'a jamais eu de caleçon...!

Eh bien ! les voilà bien attrapés. En effet j'apprends que dorénavant tout citoyen désireux de s'exposer à des exercices dangereux sur une piste de cirque ou sur le plateau d'un music-hall devra s'entourer de garanties dûment contrôlées par un fonctionnaire spécialisé. Funambules, acrobates de haute voltige, avaleurs de flammes, hommes-canons et autres mangeurs de verre pilé sont désormais placés sous la sauvegarde de l'Etat. Les attractions, évidemment, vont souffrir de ces nouvelles réglementations; on ne verra plus des gymnastes s'écraser sur le sol : les lions, édentés, griffes coupées et largement rassasiés dédaigneront les dompteurs les plus charnus. Ce sera triste. Mais des vies humaines seront sauvées. C'est cela qui compte. Parce qu'un homme a une valeur certaine. Qu'il soit avaleur de sabres, archiprêtre ou éleveur d'escargots, ou simplement tourneur, il représente un potentiel fiscal, militaire, électoral, commercial considérable. Aussi, de toute part, et non seulement en France, on l'entoure de prévenances, de petits soins attendrissants, on veille à ce qu'il ne gaspille pas ses forces précieuses.

Les manifestations, par exemple, sont interdites. Passe-t-il outre ? On le met en prison où il sera en parfaite sécurité et les agents de police se feront un plaisir de le passer à tabac, témoignage de leur haute sollicitude. Refuse-t-il d'aller à la guerre? On lui fera comprendre que sa sécurité est en jeu et s'il persiste on le fusillera. Pour lui apprendre à vivre. Mais ce sont là des mesures extrêmes auxquelles il convient de n'attacher qu'une faible importance, quand on voit à quel point le souci de la santé présente et future de chacun travaille nos gouvernants.

On fabrique maintenant des bombes H capables de raser d'un coup tout le département de la Seine ! Quelle chose admirable ! Mais il y a mieux : les Soviets possèdent, paraît-il, de petits obus mignons pas plus gros que ça et qui éclatent sans bruit, ou presque : comme un pet. Cinq minutes après on compte plusieurs millions de morts, grâce aux vibrions de la peste, du choléra, de la vérole, de la fièvre jaune, lâchés par le petit obus. Hélas ! cette magnifique découverte n'est pas encore confirmée, mais on a tout lieu de croire que ça ne va pas tarder. D'ailleurs, pour nous consoler, nous avons une foule de joujoux : fusées, bombes atomiques, V1, V2, V3, que sais-je ! Ceux qui ne sont pas satisfaits exagèrent. Moi ça me suffit amplement. Je me sens en parfaite sécurité. Et c'est bien la moindre des choses, tout le monde ne peux pas être acrobate !

OLIVE.

L'Ecole catholique agitatrice

Allo, allo. Ici Radio X... Voici nos informations.

« Et à Liverpool, 25.000 personnes « ont manifesté avec ordre. Elles veu- « lent obtenir du Gouvernement une « transformation des lois scolaires de « 1944 ».

Apprécions cette levée en masse, ayant pour but d'imposer ses vues au Gouvernement !

Et constatons qu'il s'agissait de Liverpool seulement.

Ailleurs !...

Rappelez-vous le conflit Mme Roosevelt contre Mgr Spellman de fin 1949.

Rappelez-vous les appréciations hostiles publiées en France contre les gouvernements de Chine, de Tchécoslovaquie, et les appels à l'aide pour la résistance.

Rappelez-vous les événements en France de la Grand-Combe, par exemple; et la campagne pour les subventions aux écoles catholiques ; l'attitude revendicative et parfois même menaçante des autorités de l'école dite libre envers les ministères.

Hier encore à Paris une vaste réunion à la Mutualité de l'A.P.E.L.

La conclusion s'impose : l'école libre est féconde... en agitation.

La campagne internationale s'appuie sur des motifs de Justice. L'école catholique a fourni de bons soldats ! Belle référence n'est-ce pas ! L'école catholique a fourni des savants ! Elle fait silence, bien sûr, en ce qui concerne les enfants intelligents qu'elle a détournés des études déclarées dangereuses pour la foi, et vaines : un seul livre ! l'Imitation de Jésus-Christ ! A quoi sert à l'homme tant de connaissances s'il vient à perdre son âme !

L'Ecole catholique enseigne la Charité, l'Amour du prochain. Combien de ses élèves ont entendu et entendent chaque jour dire que seuls les catholiques sont des gens honnêtes ! que l'école laïque forme des voyous ; qu'il faut s'écarter du voisinage de ces derniers, ou parfois confier le soin de leur conversion, dans la mesure où elle serait encore possible, où leur démoralisation ne serait pas définitive, à des sujets d'élite incorporés à l'Action Catholique.

Après quoi, Mgr Theas déclarera à Toulouse que Pie XII est le Pape de la Paix.

Cette Paix que l'on prépare si bien dans l'esprit des jeunes par le gonflage scolaire, et entre familles par ces manifestations intempestives.

Oui, Ecole Catholique, agent de division, d'agitation, germe de guerre : regroupement des fidèles pour une lutte active et sans merci contre toute nuance politique et hostile à l'absolutisme religieux. Orgueil de la Vérité avec nous seuls, et rien de bon ne se fait ailleurs que chez nous.

Voilà bien l'esprit qu'il faut dénoncer dans cette Ecole Catholique, source de division, d'incompréhension, entre enfants d'abord, puis adultes, familles et nations.

Source d'agitation orchestrée dont elle espère retirer des profits pécuniaires substantiels qu'elle utilisera ensuite à l'asservissement des esprits puis des corps, à l'augmentation de sa puissance.

L'Ecole laïque seule est susceptible de donner à tous, les moyens de l'étude sans œillères et de n'imposer à personne une foi quelconque. Seule, elle respecte la liberté de conscience et les droits à la connaissance totale. Seule elle permet aux jeunes de se connaître, de s'estimer, d'ignorer les oppositions haineuses que préparent les esprits de chapelles.

Laissera-t-on complètement décrier cette école laïque ? Permettra-t-on de donner à sa concurrente des moyens plus grands encore de lutte ? Les hommes épris de liberté possèdent la réponse.

LIBÉREZ le canonnier BURET

(Suite de la première page)

les Buret décidés à appliquer la loi naturelle de la légitime défense ?

Le problème peut d'ailleurs être posé autrement. Charly avait-il le droit pour sauver les attributs de sa « profession » de vouer au massacre des dizaines d'hommes ? Ces hommes amenés là contre leur gré, haïssant le métier que temporairement on leur imposait, étaient-ils plus nécessaires à l'humanité que le représentant d'une caste malfaisante, pratiquant une morale qui, lorsque le monde sera enfin civilisé, n'inspirera plus que le mépris et le dégoût.

La société qui vient de condamner Buret admet pourtant le principe de la légitime défense et abat le fou dangereux dont la manie risque de faire de nouvelles victimes. En condamnant Buret, le tribunal a donné raison aux mauvais coups que préparait le colonel Charly. Sait-il qu'il existe une loi qui punit l'apologie du meurtre et qui condamne même la préméditation.

Buret est innocent. Buret a sauvé du massacre des dizaines d'innocents. Il faut libérer Buret. Il faut déterrer la dépouille de Charly pour lui faire son procès à titre posthume afin que la leçon serve d'exemple à tous les matadors professionnels.

On peut regretter que les légitimes sentiments de reconnaissance envers leur sauveur n'aient pas poussé tous les Buret du 153e régiment d'artillerie à la barre des témoins pour crier aux charognards de service leur joie d'être vivants grâce à Buret, leur colère devant le monstrueux appareil militaire qui sacrifie de gaîté de cœur la jeunesse du pays à ses principes moyenâgeux.

Buret aurait pu briser son fusil, le geste aurait été beau. Mais Charly aurait tout de même eu la peau de ses hommes. Buret homme obscur sans connaissance particulière et conduit par un pur instinct a préféré au geste « glorieux » les méthodes efficaces.

Le fusil anonyme est parti. En abattant le boucher, il a supprimé l'abattoir.

Les militants révolutionnaires pour qui la lutte contre les massacres sanglants s'appuie sur la réalité se devraient de retenir la leçon.

La paix est dans leurs mains, la méthode est trouvée. Quelques milliers de Buret, quelques milliers de Charly... feront plus pour la paix du monde que toutes les acrobaties théâtrales.

Les syndicats ouvriers qui sont eux, les dépositaires du pacifisme réaliste peuvent-ils considérer Buret comme un précurseur ?

Si les travailleurs voulaient établir un barrage efficace contre la guerre, la défense commune de Buret, l'action pour sa libération pourrait être le ciment qui les unirait non pour briser les fusils mais pour s'en servir contre les salauds.

Maurice JOYEUX.

Le Pouvoir et l'Etat

(Suite de la première page)

On va nous dire que l'Etat doit son origine à l'esprit de sociabilité, d'association mais le caractère dominateur et intransigeant de ce fameux levier d'association sera dissimulé. Au maximum, le caractère conquérant de l'Etat sera écarté, absorbant les communes sous une discipline rigide et visant à s'étendre à l'extérieur pour satisfaire son besoin d'envahissement.

Le Pouvoir de l'Etat ne se justifie pas. Son existence est sa justification. Mais il ne sera pas possible de voir en dehors de cette existence qui s'affirme par la force et qui par conséquent prime le Droit, une justification venant de la masse des individus, soumis, assujettis, dominé par l'Etat et les forces capitalistes que l'Etat protège et au service desquelles il se trouve.

Lorsque nous disons qu'une Révolution Sociale doit briser l'Etat, sa machine bureaucratique, policière et militaire, il n'est pas dans notre intention de le remplacer par un autre Etat, prendrait-il la formule de centralisme démocratique ou de dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat ne peut être que la dictature de dictateurs.

Au surplus cette période transitoire que le marxisme exige change très rapidement de nature pour retourner au passé avec d'autres mythes et d'autres affabulations.

Le premier Etat socialiste en est un témoignage avec ses 7 millions de travailleurs forcés et le gouvernement invisible de la N.K.V.D.

Nous pensons qu'aux Etats politiques et juridiques, il est possible de substituer une libre fédération des libres associations des producteurs libres sur la base du prolétariat armé en période transitoire et non pas d'un militarisme qui se détache de la collectivité et lui est hostile.

Le duel entre l'Etatisme mondial et le fédéralisme libertaire est engagé. Qui l'emportera ? les monstres froids et abstraits sans âme, ou l'atavisme libertaire des masses?

POUR LA PROPAGANDE
DEMANDEZ LES PAPILLONS « LE LIBERTAIRE »
Le seul Journal Révolutionnaire
Le cent 30 fr. franco 45 fr.
Les 500 150 fr. fco 180 fr.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE D. ACHESON

Opposition en Europe

LA semaine dernière M. Dean Acheson a fait des déclarations qui ont eu à travers la presse mondiale un certain retentissement. Ecartant toutes les sollicitations, notamment celles de Mac Machon, pour un nouvel essai de conciliation avec l'U.R.S.S., il a nettement affirmé que les U.S.A. entendent se maintenir là où ils sont, s'y fortifier et ne pas céder un pouce de leurs positions. A travers le monde, à Berlin, en Grèce, en Turquie, en Europe occidentale, au Japon, et bien entendu en Indochine, il ne s'agit plus de discuter, mais de s'armer et de placer ainsi le Kremlin devant un fait accompli auquel la guerre seule pourra s'opposer.

Dès lors on peut penser que l'administration américaine va redoubler ses efforts en vue d'obtenir du Congrès l'amplification du P.A.M., autrement dit de l'armement de l'Europe, celle-ci étant considérée par certains stratèges comme le bastion atlantique où devront se jouer les premières ainsi que les dernières phases d'un conflit que semble accepter d'un cœur léger M. Dean Acheson.

Après les hésitations qui marquèrent la politique américaine vis-à-vis de Tchang Kaï Chek, de Formose, plus récemment de Bao-Daï, après les tiraillements et les divergences qui présidèrent à la distribution des armes du P.A.M. ce raidissement soudain, précédé de l'ordre criminel de construire la bombe H témoigne d'un énervement, j'allais écrire d'une colère, provoqué selon toute apparence par les déboires asiatiques.

Ainsi, l'Europe est maintenant vouée à devenir une sorte d'Etat tampon entre les deux colosses affrontés. Il n'y a pas d'équivoques : les U.S.A. se soucient de la prospérité de ce continent comme d'une pomme ; il s'agit pour eux d'être forts, de préparer la guerre, de placer dans leur camp le plus grand nombre d'atouts possible.

Cette perspective commence à inquiéter des milieux qui touchent de près au gouvernement. Le départ du général Billotte, motivé par l'inexistence d'une intégration militaire totale de toutes les forces européennes et américaines est commenté par le « Monde » du 10-2-1950 en ces termes : « ...on ne peut que faire des réserves sur la suggestion du général Billotte, d'intégrer toutes les forces, etc... Un tel plan pourrait arrêter l'invasion, non la destruction des zones à protéger. Si l'Europe occidentale se trouve être militairement le point le plus exposé du globe, la politique la plus sage ne serait-elle pas de lui laisser une certaine autonomie, qui réduirait ses chances d'être entraînée dans la mêlée ? »

Nous pourrions citer encore maints journaux où se reflète à peu près la même opinion. Le « Monde » suffit à nous édifier. On s'aperçoit, un peu tard, que le Pacte Atlantique, le P.A.M., en un mot la soumission aux directives politiques et militaires de la Maison-Blanche ne peuvent qu'accentuer la tension internationale, précipiter la guerre, et ainsi que nous l'écrivions tout récemment dans notre éditorial : Provocation atlantique : «...L'U.R.S.S. ne pourra tolérer bien longtemps qu'autour d'elle se constitue un cercle hostile... La provocation pourra toujours être invoquée... il y aura toujours des Pologne, des Finlande, attaquant des Russie, des Allemagne ».

Notre position : ni pour l'Est ni pour l'Ouest est reprise maintenant par des journalistes — et certainement derrière eux par des hommes d'Etat. Le mot neutralité amorce sa carrière. On ne sait où il la finira. Probablement en aucun lieu d'espérance car il est vidé de toute substance. Nous ne sommes pas assez naïfs pour penser un seul instant que l'Europe même démilitarisée et entretenant des relations économiques et politiques équivalentes avec l'U.R.S.S. et les U.S.A. serait garantie contre toute invasion venant de l'Est ou de l'Ouest. La guerre des continents ignore la neutralité. Par contre, nous sommes certains que l'armement des peuples européens ne peut que précipiter le conflit et leur désarmement le faire reculer. Quant à la Paix, la vraie, elle sera l'œuvre des peuples eux-mêmes, le jour où ils auront décidé d'en finir avec cette guerre perpétuelle qu'entretient le capitalisme au sein de la société et qui est la cause profonde de toutes les conflagrations.

E. A.

A TOUS NOS AMIS

L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine notre liste de souscription mensuelle. Nous nous en excusons auprès de tous nos amis.

N.D.L.R.

Paris, Ville Lumière...

(Suite de la première page)

pissent dans une crasse immonde, dans l'alcoolisme, dans la pornographie.

Me voilà de nouveau dans la rue. Aujourd'hui, samedi, marché aux puces. Tout le long du trottoirs jusqu'à Saint-Ouen, débordant sur les terrains vagues, la cité des forains dresse ses « barnums », ses baraques, ses éventaires de camelots. La nudité des espaces abandonnés grouille maintenant d'une vie éphémère, des flots d'oisifs, d'acheteurs, de curieux, se pressent dans les allées, les rues et ruelles tracées soudain par la naissance de ce village en toiles et en planches qui s'allonge et se perd dans Saint-Ouen. Avant d'aller plus loin, jetons un coup d'œil par ici.

Beaucoup de sinistrés. Voici le passage des Bout-en-Train. Nous sommes au n° 4, chez Mme Roèls. Maison en bois de trois pièces habitée par 4 personnes, reconstruite avec des éléments de fortune après destruction complète par les obus. Mme Roche, la grand-mère, est propriétaire de cette pauvre habitation. Après deux années de démarches et la constitution d'un volumineux dossier on lui a enfin accordé une aide de 500 fr. par an. Au n° 11 de ce même passage qui n'est autre chose qu'un sentier tracé dans le terrain vague, et desservant quelques misérables bicoques, famille Kristin, 3 enfants, chômage, misère. Juste derrière, dans un abri-jardin, dont les « murs » en aggloméré cèdent à la moindre pression de la main, une vieille femme attend la mort. Dans une guérite, un w.-c. dont on ne vide la fosse que lorsqu'elle déborde, à la disposition de 35 familles éparpillées à 500 mètres à la ronde.

Un peu plus loin, M. Ruter, marbrier, 17, passage de la Chambre, sinistré 100 %. Indemnité: un caleçon, une jupe et 1.400 fr. A côté, une porte. J'entre : « Pardon, Madame... »

J'en ai assez vu : Trois, quatre, cinq enfants ? Je ne sais au juste. Il faisait très sombre. Des tas de loques, des caisses, une crasse épaisse patinant choses et êtres humains. La femme allaite. Dans un coin, un poste de T.S.F. étincelant.

*

J'ai passé une journée à Aubervilliers. J'y ai vu des choses !... Par moment, j'avais honte d'être un homme. Allez passage La Frette, vous verrez. C'est le repaire des chiffonniers, c'est partout comme chez cette femme de Saint-Ouen.

Des petits d'hommes en haillons, traînant des cabas lourds de litres de rouge. Juste à côté, planté sur un terrain vague, trois corps de bâtiments. Cubes de 7 étages en briques.

Géométrie désespérante. Aux taudis, on essaie de substituer des casernes ; vieillies avant l'âge, déjà usées, déjà laides, elles se dressent entre l'abandon où s'accumulent des ordures clandestines, et les ruelles aux bouges innommables.

Plus loin, rue Neuve, la bien-nommée. Au n° 4. Dans une pièce sans fenêtre, donnant sur une cour infecte, sans eau, sans gaz, sans électricité, deux vieux. Le mari sur un lit écroulé agonise. L'humidité a tout pourri. La vieille lave dans une bassine en émail ébréché. Elle se plaint. Le loyer est trop élevé : 700 fr. par an. Après 40 ans de travail, on alloue à ces « économiquement faibles » 7.000 fr. par mois. Leur taudis sera leur tombeau.

Passage Nicolas, rue de la Rose, rue de l'Union, même spectacle. Parfois, le rez-de-chaussée est abandonné. Des clochards y trouvent alors abri. Le premier étage continue à être habité. Ou bien c'est l'inverse. Les gouttières pendent ou ont disparus.

Les toits sont crevés, dans les couretes, des caisses, des poubelles, une guérite en planches spongieuses : les cabinets. Des cris d'enfants, d'hommes, des vociférations, parviennent à l'oreille du passant A quoi bon entrer, insister !

Je voudrais pourtant trouver quelqu'un qui ait conscience de cet effroyable crime social. Je l'ai trouvé rue Solférino — souvenir de gloire ! — au numéro 18.

Couloir obscur. Cour grise. Au premier étage, M. Gera, 39 ans, mécanicien, tuberculeux. Sa femme et deux enfants. Deux pièces, une cuisine, placard. Pas d'eau, pas de déversoir, pas de gaz. 1.763 fr. par trimestre. Des cabinets placés en bas, juste à l'amorce de l'escalier en bois gluant, parviennent des relents excrémentiels.

L'humidité est telle que malgré le feu on mange en pardessus. Je suis assis et je prends des notes. Un froid mouillé me pénètre. « L'appartement » est sombre et la lumière s'impose en plein jour. M. Gera avait décidé avec d'autres locataires de suspendre tout paiement de loyer aussi longtemps que des réparations et aménagements essentiels ne seraient réalisés. Six mois après, il reçut un exploit d'huissier. Tout le monde avait payé... en cachette !

Sa voisine du dessus, tuberculeuse, deux enfants, lui dit: « Vous comprenez, la concierge... » Pourtant chez elle les jours de pluie, il lui faut disposer bassines, lessiveuses, saladiers, pour éviter d'être inondée. Elle tousse et se tait. Les plafonds sont crevés, le papier peint a depuis longtemps disparu. On ne peut planter un clou dans les murs, des champignons poussent derrière les meubles. Aucune aération suffisante n'est possible.

C'est pis encore qu'à Gennevilliers où l'espace, certes, lépreux, hostile, provoque cependant des souffles salvateurs. Ici comme à Saint-Denis, comme à Paris, c'est l'étouffement, l'entassement, dans ces mortels logis où la tuberculose règne en maître, et où la lâcheté et la décrépitude morale et physique s'opposent à tout renouveau.

*

Le hasard m'a conduit dans une ruelle aux maisons étayées. Il fait très froid. Devant moi, une fillette d'une dizaine d'années, hâve, sale, des deux bras porte un seau d'eau. Le seau l'oblige à marcher les jambes écartées. Le poids la casse en deux. Je pense au Palais de Chaillot, aux jeux d'eau, aux fontaines lumineuses...

*

La semaine prochaine :
UN ILOT INSALUBRE

« Pavillon » pour économiquement faible

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1re REGION

LILLE. — Le groupe de Lille ouvre une souscription en faveur du camarade Roger Pollaert. Ce camarade, tuberculeux, et de surcroît sans famille a été expulsé de l'hôpital où il était en traitement, nous fai sons appel à tous les camarades.

Envoyez les fonds à Laurey Georges 80, rue Francisco-Ferrer, Fives-Lille C.C.P. Lille 1650-66.

Service de librairie chez Laureyns Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2e REGION

PARIS-XVe (PAX). — Réunion 1er et 3e jeudis de chaque mois, Grande Salle du P.S., 31, rue du Général-Beuret. Métro Vaugirard. N. B. : jeudi 16, pas de réunion ; vendredi 17, tous à la Mutualité.

PARIS-18e. — Groupe Louise Michel. — Réunion des militants, jeudi 16 février 1950, à 20 h. 45. Présence indispensable.

Paris-18e, Michel Bakounine : Réunion mardi, 21 février, à 20 h. 30. Café du Réveil, angle rue du Poteau, rue Championnet.

PARIS-EST. — Vendredi 17 février, tous à la réunion publique d'Alfortville.

ARGENTEUIL. — Réunion du Groupe dimanche matin 19 février, à 10 h., salle de la « Pensée Humaine », 42, rue de Paradis. Ordre du jour : compte rendu assemblée générale, préparation de la conférence. Débat. Position du Groupe.

COURBEVOIE. 38, rue de Metz, réunion du groupe tous les 1er, 3e et 4e lundis du mois. Les réunions sont ouvertes aux sympathisants.

LEVALLOIS-ENVIRONS-17e (GROUPE DURRUTI). — Prochaine réunion, vendredi 24 février, au « Vieux Normand » (face métro Rome), à 21 h.

3e REGION

Tous les camarades ou groupes, qui auraient l'intention de faire une conférence dans leur localité à l'occasion de la venue d'Aristide Lapeyre dans notre région au mois de mars, doivent écrire ou s'adresser chez Bero, 38, rue de la Chèvre, à Metz, le plus tôt possible. Dernier délai : 26 février.

8e REGION

GRENOBLE : Le groupe libertaire se réunit tous les deuxième et quatrième jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au Bar de l'Expo, 4, rue de Strasbourg, Grenoble. Pour toutes correspondances s'adresser chez le camarade Bessard R., 3, rue Bayard.

LYON-CENTRE. — Permanence le 18 février 1950, au Siège, 171, rue de Bonnel, Café « Bon Accueil ». Les cartes 1950 sont au Groupe.

9e REGION

BORDEAUX. — Pour tous ce qui concerne le groupe on peut s'adresser tous les dimanches de 9 à 10 heures au Service de Librairie, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande n° 42.

10e REGION

TOULOUSE. — Réunion du Groupe les 1er, 2e et 4e vendredis du mois, au Café des Sports, boulevard de Strasbourg, Toulouse. Un service de librairie se tient tous les dimanches matin, rue du Laur, marché Saint-Sernin.

11e REGION

MONTPELLIER. — Le groupe Libertaire se réunit vendredi 24 février, à 21 h., au Bar des Remparts, discussion entre copains, appel aux sympathisants.

12e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, à 19 h. très précises. De 19 h. à 19 h. 45 : administration ; de 19 h. 45 à 20 h. 30 : discussion et débat sur un sujet d'actualité par un camarade militant. Librairie : permanence tous les lundis, à 18 h. 45.

ST-HENRI-MARSEILLE. — Le Groupe anarchiste de la Vallée de Séon reprend son activité et rappelle aux camarades, amis et sympathisants, habitant les quartiers ci-dessous : Saint-André-L'Estaque, Saint-Henri-L'Estaque gare et Riaux de venir assister à notre réunion générale, qui aura lieu, le 25 février, à 17 heures précises, Salle du Bar-Sport Saint-Henri. Une causerie aura lieu sur les anarchistes et l'actualité par un camarade de la F.A.

POUR L'ENTR'AIDE

Dans la dernière page internationale du *Lib* nous rappelions l'attaque de trois jeunes camarades de la Fédération Anarchiste Ligurienne contre le consulat franquiste de Gênes.

Un Comité s'est constitué pour défendre ces militants.

Deux de nos jeunes camarades sont emprisonnés.

Souscrivez à Moine, 10, rue Bichat, Paris. C.C.P. Paris 4730-94.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

1re REGION

CONFERENCES A. LAPEYRE

ROUEN
Vendredi 17 février, à 20 h. 30
Salle de la mairie

BOLBEC
Samedi 18 février, à 21 heures
Salle de réunions de la mairie

*

2e REGION

ALFORTVILLE
Vendredi 17 février, à 21 h.
2, Rue du Pont-d'Ivry
Demain les ouvriers géreront-ils les usines Sans Patrons - Sans Etat
Orateur : JOYEUX

*

BOIS-COLOMBES
La gestion ouvrière est-elle possible ?
Orateur : Joyeux
Café Le Moderne
1, boulevard de la République
le 25 février, à 21 heures

*

VERSAILLES
Salle des Conférences
Mairie de Versailles, à 20 h. 30
Vendredi 24 février 1950
Hors de l'Eglise, pas de salut
Orateur : Fontaine

*

4e REGION

Tournée P. Lapeyre
Le Christ a-t-il existé ?
BASSE-INDRE
Dimanche 26 février, à 9 heures
Salle du Café de la Terrasse

SAINT-JOSEPH
Lundi 27 février, à 20 h. 30
Café de l'Avenir

CHANTENAY
Mardi 28 février, à 20 h. 30
Salon Gutenberg

PONT-ROUSSEAU-LES-NANTES
Mercredi 1er mars, à 20 h. 30
Salle du Cinéma

NANTES
Jeudi 2 mars, à 20 h. 30
Salle Colbert

*

5e REGION

Groupe Proud'hon Besançon
« La Religion dans la Vie Sociale »
Dimanche 26 février, à 9 h. 45
Café du XXe Siècle, rue Pasteur
Orateurs : GERO et BLANCHOT

*

10e et 11e REGIONS

Tournée Paul Lapeyre
Sujet :
« La guerre est-elle fatale ? »

TARBES
Le jeudi 16 février, à 21 heures
salle de réunions de la mairie

TOURNEES DE CONFERENCES

Les groupes des 10e et 11e régions sont informés que la tournée projetée pour le mois de mars, avec le camarade Laneu pour orateur, n'aura pas lieu.

La prochaine tournée aura donc lieu en avril, avec le camarade Arru.

*

13e REGION

ALGER
Salle de l'Université Populaire
4, rue Négrier
Lundi 20 février, à 18 heures
Marxisme et Anarchisme
Orateur : A. Martin

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2e

CULTURE ET RÉVOLUTION

Le problème concentrationnaire

Des RAISONS de la PHILOSOPHIE à celles du SENS COMMUN

Réponse à M. Merleau-Ponty et à J.-P. Sartre

par **Paul RASSINIER**

Il reste le drame de l'opinion radicale qui ne trouve la possibilité de s'intéresser au problème concentrationnaire par le truchement de cette controverse, qu'en participant à la préparation idéologique de la troisième guerre mondiale, si elle suit l'un, ou de revenir au bolchevisme par le biais d'un alignement de sophismes, si elle suit les autres. *Le Figaro littéraire* et David Rousset s'étant mis en position d'infériorité en tirant les premiers offraient par surcroît une excellente occasion de la rallier. Mais il n'y avait quelques chances de succès qu'en demeurant sur le terrain qu'ils avaient choisi : le prétexte et les mobiles.

Le prétexte est une niaiserie. D'une part, le Kremlin n'acceptera jamais qu'aucune commission d'enquête sur le travail forcé circule librement en territoire soviétique. De l'autre, aucune aide sérieuse ne peut être apportée aux concentrationnaires russes tant que subsiste le régime stalinien. Or, je ne fonde mon espoir de le voir disparaître que sur trois éventualités : ou bien il s'écroulera de lui-même (ceci s'est déjà vu dans l'Histoire : la Grèce antique était morte avant que d'être conquise par les Romains) ou bien il sombrera dans une révolution intérieure, ou bien, enfin, il sera anéanti dans une guerre. La Russie étant en plein essor industriel et semblant limiter avec une grande maîtrise ses ambitions à ses moyens, les deux premières sont irrémédiablement exclues pour une très longue période et il ne reste que la troisième : très peu pour moi, je sors d'en prendre et l'expérience qu'on se vante d'avoir si bien réussi contre Hitler, me suffit. Le fait que David Rousset étend depuis peu — et notamment depuis un récent déjeuner à lui offert par la presse anglo-américaine — la mission d'investigation des enquêteurs éventuels, « à tous les pays où des camps de concentration peuvent se trouver » ne change rien ni au caractère, ni au sens de l'affaire : il y a le titre qui reste sur le lieu du crime, « Au secours des déportés *soviétiques* ». Par ailleurs, ni la Grèce, ni l'Espagne — ni même la France ! — n'accepteront qu'on vienne « espionner » chez elles sous couvert d'enquêtes sur le travail forcé. Il faudrait que l'initiative parte de l'O.N.U. et soit appuyée par des menaces d'exclusion pour ceux qui ne voudraient pas se soumettre, ce qui n'est pas concevable car il n'y resterait plus personne, hormis peut-être la Suisse qui n'en fait pas partie. Tout ceci est d'ailleurs bien regrettable car on ne saura jamais à quelle place et sur quelle surface le *Figaro littéraire* aurait rendu compte des travaux de la commission d'enquête visant les autres pays que la Russie.

On ne peut discerner clairement les mobiles si on ne sait pas que le *Figaro littéraire* est le journal dans lequel Claude Mauriac, rendant compte d'une pièce de théâtre, écrivait il y a quelques mois :

« La torture, l'occupation, les déportations sont encore trop proches de « nous pour que nous puissions en par« ler sur le ton de l'objectivité » (21 octobre) ce qui, traduit en clair, signifie : on en peut dire tout ce qu'on veut, s'ils sont russes, un peu moins (maintenant !) s'ils sont allemands, et rien du tout s'ils sont grecs, espagnols ou français.

On ne le peut guère mieux si on n'a pas une idée d'ensemble sur l'œuvre de David Rousset. Dans « l'Univers concentrationnaire », il présenta les camps comme relevant d'un problème de régime et on lui fit un succès mérité. Depuis, dans « Les jours de notre mort » et de nombreux autres écrits épars, il s'attacha surtout à mettre en évidence et à louer le comportement des détenus communistes, articulant de faits pour la plupart non contrôlés, et qui n'ont pu trouver dans le public cet immense crédit, qu'en raison du trouble et de la confusion nés de la guerre. Une fois, il s'est risqué dans le document pur, au moyen de son recueil, *Le pitre ne rit pas*, qui met en cause l'Allemagne seule. Il ne pouvait cependant pas ignorer les camps russes dont on dit que des documents traduits du russe étaient en vente en librairie dans les années 1935-36 et dont l'existence n'a pu manquer de lui être révélée aux temps plus lointains encore où il militait dans les rangs du Trotskysme. De propos délibéré donc, il a très efficacement contribué à créer, sur le plan intérieur, cette atmosphère « Embrassons-nous Folleville » qui a permis aux bolchevistes dont les méfaits en Russie étaient estompés ou passés sous silence, de se hisser au pouvoir en France. Sur le plan extérieur, il a surtout creusé un peu plus encore le fossé entre la France et l'Allemagne. Découvrant les camps russes dans la facture que l'on sait, il ne fait que suivre le mouvement de translation latérale qui est la caractéristique essentielle de la politique gouvernementale, depuis le départ de l'équipe Thorez. Son attitude d'aujourd'hui est la suite logique de celle d'hier et il était naturel qu'ayant fourni un argument au tripartisme bolchevisant, il fournisse aux Anglo-Américains la base idéologique indispensable à une bonne préparation à la guerre. Il ne l'était pas moins que le *Figaro littéraire* et David Rousset ne finissent par se rencontrer. Il suffit de remarquer que l'un portant l'autre, leur intervention concertée venant après les témoignages authentiques de Victor Serge, Margaret Neuman, Guy Vinatrel, Mon ami Vassia, etc..., ne verse rien au débat, n'apporte rien de neuf qu'une fois de plus un témoignage sur des événements non vécus, et ne fait qu'enregistrer la faillite d'une politique au profit d'un autre qui fera immanquablement faillite, sinon à nos yeux, du moins devant l'Histoire.

A ces éléments de suspicion qui relèvent, le premier du machiavélisme d'un journal, le second de l'aptitude d'un homme à modeler son comportement sur les désirs des maîtres du moment dans les différents univers qui le comptent tour à tour au nombre de leurs ressortissants, s'ajoutent ceux qui ressortissent à l'expérience. En 1939 et dans les années qui précédèrent, on a mis de même façon, les exactions de l'Allemagne hitlérienne en évidence. Dans la presse, il n'était plus question que d'elles. Tout le reste en l'oubliait : personne ne se doutait qu'on préparait idéologiquement la guerre pour laquelle on se croyait matériellement prêts. Effectivemnt, on fit la guerre... Aujourd'hui, dans toute la presse, il n'est question que des exactions de la Russie soviétique sur le plan de l'Humanisme et exclusivement que de celles de la Russie soviétique. On en oublie tout le reste et principalement les problèmes posés par la pratique extensible à l'infini du camp de concentration comme moyen de gouvernement. Les mêmes causes produisant les mêmes effets...

L'opinion radicale, désabusée par à peu près tout ce qu'on lui a dit des camps allemands, par la forme dans laquelle, de part et d'autre, on lui présente les camps russes, et par le silence qu'on fait sur les autres, pressent toutes ces choses et semble attendre qu'en les lui faisant toucher du doigt, on lui tienne le langage de l'objectivité. Or, en la matière, le langage de l'objectivité n'a besoin, ni de beaucoup de précautions, ni de beaucoup de mots. Le cas des camps de concentration, du travail forcé et de la déportation ne peut être examiné que sur le plan humain et dans le cadre de la définition des rapports de l'État et de l'individu (1). Dans tous les pays, les camps existent en puissance ou sont là qui changent de clientèle au hasard des circonstances et au gré des événements. Tous les hommes en sont menacés partout et, pour ceux qui y sont présentement enfermés, il n'y a de chances d'en sortir que dans la mesure où ceux qui n'y sont pas sont destinés à y entrer. C'est contre cette menace qu'il faut s'insurger et c'est le camp lui-même, en soi, qu'il faut viser, indépendamment de l'endroit où il se trouve, des fins auxquelles ils est utilisé et des régimes qui l'emploient. De la même façon que contre la prison ou la peine de mort. Tout particularisme, toute action qui désigne à la vindicte une nation plutôt qu'une autre, qui tolère le camp dans certains cas, explicitement ou par omission calculée ou non, affaiblit la lutte individuelle ou collective pour la liberté, la détourne de son sens et nous éloigne du but au lieu de nous en rapprocher. Sous cet angle, on mesurera un jour le tort qui fut fait à la cause des Droits de l'Homme, en admettant que les collaborateurs, ou réputés tels, fussent parqués dans des camps comme le furent les non-conformistes de 1939 et les résistants de l'occupation.

Pour tenir ce langage, il faut évidemment se soucier assez peu d'être classé dans le clan des anti-Staliniens ou des anti-Américains et il faut avoir assez d'empire sur soi-même pour séparer dans son esprit, aussi bien le régime soviétique de la notion de Socialisme, que le régime américain de celle de Démocratie : le fait qu'un des deux régimes soit moins mauvais que l'autre est indiscutable mais prouve seulement que l'effort à fournir sera moins grand d'un côté que de l'autre du rideau de fer... Ce n'est pas une fidélité d'anciens déportés, laquelle ne peut que placer l'opinion devant le choix à faire entre deux positions *anti* ou entre deux positions *pro*, qu'il faut invoquer ici. C'est la fidélité de l'élite à sa tradition qui est de se définir elle-même à travers sa propre mission et non d'accomplir celle des autres.

FIN.

(1) Ce point de vue est défendu par l'auteur dans un ouvrage récemment publié, **Passage de la Ligne**. Aux Ed. Bressanes, dans toutes les librairies et chez l'auteur lui-même à Mâcon, c.c.p. Lyon 724-98. Franco : 330 fr. (N.D.L.R.).

CINÉMA

Au sujet du film :

«RETOUR A LA VIE»

Dans le « Canard Enchaîné » du 1er février 1950, Citoyen Cane fait réponse à une lettre que je lui ai adressée dernièrement. Pour situer les points de vue différents et les apprécier selon leurs compréhensions, à ceux qui ont vu le film et qui, en même temps, sont lecteurs des publications amies, je tiens à faire connaître cette lettre.

Le premier compte rendu du Citoyen Cane sur « Retour à la vie » date du 23 janvier 1950.

Citoyen Cane,

En tant que lecteur assidu depuis la parution du « Canard », soit 1915, je m'octroie le plaisir d'apporter mon grain de sel.

Ce n'est que dans le courant de la semaine écoulée que j'ai pu voir, dans la ville de province où je réside, le film « Retour à la vie ».

Je me souviens de ton compte rendu atrabilaire sur ce film et, l'ayant relu, je me pose la question : « Eh ! fallait-il qu'un abcès de conformisme se développe si fort en toi pour que tu sécrètes pareille bile. » Permets-moi donc, avec un peu de retard, de contribuer à crever cet abcès.

Voyons : la rescapée de Dachau, avec sa bonne famille qui évolue autour... Crois-tu que pareille scène est si outrée que cela ?

Il ne faudrait avoir aucun rapport avec les humains et ne pas s'apercevoir des intérêts sordides qui font agir les membres de différentes familles de la société ; et cela dans presque toutes les classes sociales, mais en beaucoup moins dans ce que l'on appelle la basse classe du peuple, par suite de l'absence des ressources à se partager.

Que penser du retour d'Antoine ? J'avoue ne pas connaître, personnellement, ces milieux de palaces et ce monde féminin qui s'agite en ce lieu. Je suppose que l'auteur de ce sketch a voulu critiquer certaine émancipation (?) féminine. Certes, oui, vive l'émancipation la plus intégrale possible de nos compagnes. Mais de là à accepter toutes leurs formes de soi-disant émancipation, il y a loin. Certaines femmes croient que, pour s'émanciper, il leur suffit de singer les hommes, et elles font les mêmes c...eries que les hommes leur donnent en exemple. Ainsi, elles participent, dans presque tous les pays, à la foire électorale ; elles sont rentrées dans l'armée et sont en passe de devenir flics. Eh bien ! non je ne crois pas que ce genre d'émancipation puisse convenir aux critiqueurs du système social actuel, dont tu fais partie. Que nous aimions les femmes et que nous désirions qu'elles acquièrent la même liberté que nous cherchons à conquérir, cela se conçoit ; mais qu'elles le fassent en conservant leur féminité, et cette diversité qui subsistera entre hommes et femmes sera un attrait de plus pour que nous désirions les caresser davantage.

J'en arrive au sketch qui t'a le plus fait sauter et où Louis Jouvet se montre dans un puissant jeu. Tu n'as pas l'air d'admettre le geste humain du blessé qui a souffert, et qui souffre encore, envers le tortionnaire à l'agonie. Pourtant, quelle formidable leçon que, malheureusement, les tortionnaires en puissance ne sont pas capables de comprendre. Et le droit d'asile ne ferait-il plus partie du sens humain ?

Donc, quant à moi, bravo à Clouzot pour son sketch. Que de transpositions j'ai cru voir dans ce film. Et celle dans cette scène du retour du prisonnier anonyme ou inconnu. La réception est typique, avec le fonctionnaire qui estime n'avoir pas trop de temps à perdre. C'est un vivant qui est reçu et qui sait aussi peu parler que la charogne du poilu inconnu qui a été déposée sous l'Arc de Triomphe. Si la carcasse putréfiée du poilu inconnu continue à recevoir des honneurs, qui ne doivent lui faire ni chaud, ni froid, l'autre vivant, aussi ancien P.C.D.F., reçoit des déboires, si l'on peut dire. Peut-être qu'à ce point-là le poilu inconnu a eu plus de chance. Eh oui ! la femme du vivant a trouvé que son absence était longue et l'a plaqué ; son logement lui a été barbotté. Quel enseignement peut-on tirer ? Selon moi, c'est celui qui se dégage humoristiquement d'une chanson patriotique que l'on apprend aux écoliers et que chantent les soldats qui sont en marche. C'est le refrain de la chanson de « Malborough s'en va-t-en guerre » :

« Ah ! il ne fallait pas, il ne fallait pas qu'il y aille,
« Ah ! il ne fallait, il ne fallait pas y aller. »

Et la fin de ce film nous amène une belle affirmation. C'est l'amour qui ne connaît pas de lois.

Malgré que les gouvernants codifient les guerres, ils n'arrivent pas à codifier les sentiments des cœurs. Et l'amour, qui est fait pour réunir les humains, hommes et femmes, arrive à triompher des divers nationalismes et patriotismes. Heureusement que, malgré les guerres, ce sentiment existe, qui nous laisse augurer, dans un temps que nous souhaitons proche, que l'humanité pourra s'épanouir dans la joie d'aimer.

Voilà, mon cher Citoyen Cane, ce que j'éprouvais le désir de te dire, sans trop d'amertume, et espérant que tu me comprendras.

Je te serre cordialement la patte.

CYRANO.

P.S. — En faisant paraître cet article, je n'ai aucune intention d'engager une polémique ; c'est simplement une mise au point, dans l'espoir de me faire comprendre.

MISE AU POINT

Nous avons oublié de signaler que notre dernier article sur « Terreur en Espagne » nous a été communiqué par la « Federacion española de Deportados internados Politicos », 51, rue des Boulainvilliers, Paris. Nous nous en excusons bien vivement auprès de cette organisation.

N.D.L.R.

Lettre d'un « critique » littéraire

AUX AUTEURS EN GÉNÉRAL et à ses lecteurs en particulier

par **M. LEMAITRE**

Mes chers amis,

L'ANNEE 1950 nous a apporté de bien réjouissants remous dans le monde « littéraire ». Ce ne sont que flèches décochées, articles vengeurs et autres liquidations de gloires usurpées ou vieillies. Tout le monde y passe. Le dernier tourbillon s'est produit à la suite de l'article de Julien GRACQ *intitulé* « La Littérature à l'estomac », *et publié dans la revue* « Empédocle ». *Avant toute autre chose, en voici des extraits, aussi larges que possible :*

« *Le Français, qui se figure malaisément ses leaders politiques sous un autre aspect que la rangée de têtes d'un jeu de massacre, croit les yeux fermés, sur parole, à ses grands écrivains. Il les a peu lus. Mais on lui a dit qu'ils étaient tels, on le lui a enseigné à l'école : il a décidé une fois pour toutes d'aller satisfaire ailleurs ses malignes curiosités. Lisant peu, il sait pourtant que son pays, de fondation, est grand par les ouvrages de l'esprit. Il sait qu'il y a toujours eu de grands écrivains, et qu'il en aura toujours, comme il savait jusqu'en 1940 que l'armée française est invincible* ».

« *La France, qui ne s'est jamais attribué tant de* « *grands écrivains* » *vivants, commence à se dispenser résolument, en 1949, d'en prendre des nouvelles, je veux dire qu'elle n'a jamais acheté si peu de livres.* »

Malgré cela, on n'a jamais tant parlé de littérature qu'en France actuellement, et « *une très grande partie du public* cultivé *d'aujourd'hui se tient* « *au courant* » *des derniers progrès de la littérature actuelle à peu près de la même manière qu'il se tient* « *au courant* » *des progrès de la science atomique ; ce sont là choses qui échappent l'une et l'autre à l'appréhension directe, chose dont on a des nouvelles par les journaux : ce même public apprend avec le même chatouillement patriotique et sagement inouï que* « *Zoé* » *est mise en fonctionnement et qu'il lui est né un nouveau poète* « *d'avant-garde* ».

Julien Gracq nous indique les coupables de cet état de fait : les écrivains « *lancés* » *par une publicité tapageuse, les éditeurs devant éditer à tout prix (et à tous prix), les critiques claironnantes d'une* « *trompette affolée, qui sonne tout de peur d'en passer* », *la gloire d'un poète soi-disant maudit pour tâcher de se faire pardonner ceux qu'elle a assassinés ou les mérites d'un* « *écrivain nouveau qui nous donne le spectacle pénible d'une rosse efflanquée essayant de soulever lugubrement sa croupe au milieu d'une pétarade théâtrale de jouets de cirque* ».

Et, de plus en plus féroce, Julien Gracq se « *permet de signaler à la police (à propos des prix littéraires dont on sait de quelles combines normales chez les vendeurs de papier, ils sont le résultat) à la police, qui réprime en principe les attentats à la pudeur, qu'il est temps de mettre un terme au spectacle glaçant d'* « *écrivains* » *dressés de naissance sur leur train de derrière, et que des sadiques appâtent aujourd'hui au coin des rues avec n'importe quoi : une bouteille de vin, un camembert.* »

En outre, Boris Metzel, dans le numéro 7 d' « *Empédocle* », *qui contient cet article, nous donne une idée de la façon dont sont traités les écrivains français par la critique soviétique. Ne serait-ce que pour ces deux articles, cela vaudrait la peine de posséder ce numéro.*

Et puisque nous sommes sur le chapitre de la critique, je saisis l'occasion pour m'adresser aux auteurs qui m'envoient leurs ouvrages en leur disant ceci :

« *Je suis prêt dans la mesure où vous serez des gens honnêtes à m'abstenir de livrer au public mes réflexions personnelles, mon sentiment propre sur vos œuvres, de profiter lâchement du prétexte que vous me donnez pour faire valoir mon* « *intelligence* » *ou ma* « *profondeur* ». *Je suis prêt à ne plus céder à la tentation de vous juger à la place de mes lecteurs qui ont chacun, individuellement, le droit et le devoir de le faire. Je vous promets de m'effacer le plus possible devant vous, me contentant d'indiquer à mes lecteurs votre existence et la qualité de votre message, d'essayer de vous trahir le moins possible dans l'explication que je fournirai de la teneur de celui-ci, d'être, en somme, votre serviteur et votre intermédiaire vis-à-vis de vos futurs clients qui ont le légitime droit d'être informés sur la marchandise qu'ils achètent.*

Je me tourne ensuite vers vous, mes chers camarades, et je vous fais la promesse suivante :

J'essaierai, avec votre aide, de vous faire connaître où l'on peut trouver, en 1950, les instruments de développement personnel que peuvent, à l'occasion, être les livres. Je vous aiderai, dans le maquis de l'édition, avec votre assentiment, et dans la mesure où vous m'accorderez le crédit moral nécessaire pour ce faire, à édifier votre jugement propre sur ce que vous lirez. Je ne parlerai avec complaisance, ni n'en couragerai les ouvrages faisant l'apologie de l'assouvissement de bas instincts ou d'opinions révoltantes, sachant trop combien le talent est dangereux quelquefois. Je ne vous agacerai pas par de longues dissertations sur la façon dont je me situe, moi, par rapport à M. Duhamel, ou M. J.-P. Sartre, me réservant le droit de livrer — et dans la mesure où elles seront intéressantes — ce dont je ne suis pas sûr — mes profondes réflexions à la postérité laborieusement penchée sur notre époque, par le moyen d'une revue ou d'un livre.

Je ne pourrai naturellement pas m'empêcher de mettre un accent d'enthousiasme ou de dégoût dans ma distribution de nouvelles des Lettres, mais vous accueillerez l'expression de ces sentiments avec, je l'espère, un profond scepticisme, vous réservant prudemment, l'éventualité d'être enthousiasmé ou répugné à votre tour.

Comme suite à mes promesses, je prierai donc : 1° les auteurs, intéressés par une telle conception de la critique littéraire, de me faire parvenir leurs livres, ceci pour me permettre de faire mon travail en bon artisan ; 2° les lecteurs, de m'indiquer les auteurs et les livres devant lesquels ils ont du mal à se situer, afin que je puisse leur apporter mon aide, si limitée soit-elle. 3° Et tous mes camarades, de me tenir au courant de leurs désirs concernant cette chronique.

J'espère, et le Comité de Presse se joint à moi dans cet espoir, que de nos échanges de vues et de mon travail sortiront des fruits nombreux pour le développement de la personnalité de chacun et le mieux-être de tous.

Avec les Chansonniers du Caveau de la République

CHAUDS LES MARRANTS

Les chansonniers ont le tort, dit-on, de ne pas renouveler assez souvent leur tour de chant.

Contre cette assertion, le nouveau spectacle du Caveau s'inscrit en faux...

Une formation homogène et éclectique qui a éloigné du programme les ternes plaisanteries sans sel et les trop conformistes galimatias, passe en revue l'actualité.

Les têtes de pipe ne se renouvellent pas certes, mais ce qu'ont su faire les chansonniers du Caveau, c'est rénover la manière de nous les présenter dans « l'exercice de leurs fonctions ».

La fantaisie n'est pas absente de cet ensemble excellent — Mad Rainvil détaille des chansonnettes délicieuses qui montent à la tête comme un bouquet de souvenirs, Maurice Horgues évolue avec l'aisance de la jeunesse, Georges Quey dit avec justesse des choses « bien » — comme dirait Campion — et le spectateur satisfait attend la suite... La suite, c'est l'éblouissant feu d'artifice de rosseries que tire René Paul dont la satyre sur les duels est un petit chef-d'œuvre mordant. Il fait « son tour » avec un flegme ébouriffant d'humour.

Imperturbable, Maurice Havet manie les « vacheries » avec beaucoup de dextérité.

Les Démocraties populaires, les Démocraties ordinaires, tel est le problème de haute politique auque s'attaque avec virtuosité un Jacques Cathy plus grassouillet et plus « sympa » que jamais.

Vous ne connaissez pas la « conocratie »... ? Paul Mirvil vous en parle avec toute l'autorité d'une compétence que personne ne songe à nier. Sa narration d'une séance à l'Assemblée nationale est d'un comique irrésistible et sa présentation du programme impeccable.

Les deux complices et fins humoristes de la Radio, Jacques Provins et Michel Méry, ont transporté « leur Radio-Pastiche » sur le boulevard ou leur dextérité désopilante fait merveille.

Jacques Grello, malicieux et toujours un peu poète, reste l'enfant gâté et « terrible » du Caveau.

Allez au Caveau, une bonne surprise vous y attend, vous ne le regretterez pas ! Le Caveau est toujours le Caveau, avec un petit quelque chose de plus, et les Marrants *sont plus* Chauds que jamais.

SUZY.

SERVICE DE LIBRAIRIE

SIBATCHEV : Le Baiser au Néant, 250 fr. (295 fr.). — C. VIRGIL GHEORGHIU : La vingt-cinquième heure, 390 fr. (420 fr.). — UPTON SINCLAIR : Le Christ à Hollywood, 200 fr. (230 fr.). — Hervé BAZIN : Vipère au Poing, 280 fr (315 fr.). — Ignazio SILONE : Fontamara, 285 fr. (315 fr.). — Jean GIONO : Noé, 315 fr. (385 fr.).

ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryner : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.) ; Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.) ; Amant ou Tyran, 120 fr. (150 fr.) ; Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.) ; La Soutane et le Veston, 120 fr. (150 fr.) ; Bouche d'Or, 120 fr. (150 fr.) ; La Tour des Peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Les Orgies dans la Montagne, 280 fr. (310 fr.) ; Le Père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Les Apparitions d'Ahasvérus, 75 fr. (105 fr.) ; Chère Pucelle de France, 75 fr. (105 fr.) ; L'Amour Plural, 60 fr. (90 fr.) ; Le Sphinx Rouge, 150 fr. (195 fr.) ; La Vie Eternelle, 60 fr. (90 fr.) ; Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.) ; Petite Causerie sur la sagesse, 40 fr. (55 fr.). — Maltatuli (en espagnol) : Paginas Selectas, 40 fr. (50 fr.). — Max Stirner : L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.).

EDUCATION SEXUELLE NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education Sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — Dr NAGUIB RIAD : Le Docteur Intime, 390 fr. (435 fr.). — M. DEVALDES : La Maternité Consciente, 60 fr. (90 fr.). — J.M. LAHY : Du Clan Primitif au Couple Moderne, 60 fr. (90 fr.). — A. LORULOT : L'Education Sexuelle et Amoureuse de la Femme, 150 fr. (180 fr.). — La véritable Education sexuelle, 300 fr. (385 fr.). — Morale sexuelle chrétienne ou libertaire, 25 fr. (35 fr.). — Louis HOBEY : Morale de l'Eglise et morale laïque, 15 fr. (25 fr.).

PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (160 fr.). — G. GIROUD : Compuis, 240 fr. (310 fr.). — A. JOUENNE : Une Expérience d'Education Nouvelle, 60 fr. (90 fr.). — M. MARTINET : Culture Prolétarienne, 200 fr. (230 fr.). — C. ABDULLAH : « Les Oiseaux » Maison d'enfants, 260 fr. (290 fr.). — S. GLODEAU : Une Humanité, une Langue, 30 fr. (40 fr.).

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans Croix, 200 fr. (230 fr.). — Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.). — La Lie de la Terre, 240 fr. (285 fr.). — La Tour d'Ezra, 350 fr. (395 fr.). — Le Bar du Crépuscule, 180 fr. (210 fr.). — A. SERGENT : Je suivis ce mauvais garçon, 100 fr. (140 fr.). — J. BLANC : Confusion de peines, 255 fr. (285 fr.). — Joyeux fais ton fourbi, 255 fr. (285 fr.). — Le Temps des Hommes, 300 fr. (330 fr.). — J. HUMBERT : Sous la Cagoule, 50 fr. (80 fr.). — HAN RYNER : Face au public, 200 fr. (230 fr.). — A. de MALANDER : La Tétralogie de R. Wagner, 250 fr. (295 fr.). — ALBERNY : Les Coupables, 180 fr. (210 fr.). — A. PATORNI : La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (180 fr.). — P. PRIST : Perdus dans ce désert, 180 fr. (210 fr.) — A. LORULOT : Fleur de Poisse, 150 fr. (180 fr.). — J. SOUFFRANCE : Le Couvent de Gomorrhe, 200 fr. (230 fr.). — R. NIF : Tout un monde : Les Ons 225 fr. (255 fr.). — ARTAUD : P. KROPOTKINE, 20 fr. (35 fr.) — C. BERNERI, 25 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hem Day : Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.). — F. Planche : Louise Michel, 150 fr. (180 fr.) ; Kropotkine, 210 fr. (240 fr.) ; Durolle, 150 fr. (180 fr.). — Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 240 fr. (270 fr.). — L. Lecoin : De Prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — J. Humbert : Sébastien Faure, 180 fr. (210 fr.). — Jules Vallès : L'Enfant, 125 fr. (155 fr.) ; Le Bachelier, 125 fr. (155 fr.) ; L'Insurgé, 125 fr. (155 fr.). — E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.). — G. Delacaze-Duthiers : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.) ; Sous le sceptre d'Anastasie, 250 fr. (280 fr.).

SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). — Griffuelhes : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.). F— F.A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — E. Rotot : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 240 fr. (270 fr.). — P. Besnard : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — XX. : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — J. Rennes : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — Jean Jacques : Vie et mort des Corporations, 125 fr. (155 fr.).

PHYSIQUE - BIOLOGIE SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.). — Haeckel : Histoire de la Création, 400 fr. (470 fr.). — R. H. Huxley : Du Singe à l'Homme, 180 fr. (210 fr.). — Darwin : L'Origine des Espèces, 500 fr. (570 fr.). — Dr Dodel : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — A. Lorulot : Crimes et Société, 125 fr. (155 fr.). — G. Matisse : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (Xe), C.C.P. 5561-76.

DIVERS

A. LORULOT : Sa Majesté l'Amour, 500 fr. (570 fr.).

PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.).

Un livre par semaine
Claude HARMEL
Lettre à Léon Blum
Prix 250 fr. — Franco 305 fr.

A TOUS LES MILITANTS SYMPATHISANTS ET LECTEURS DU " LIBERTAIRE "

A la suite de diverses réclamations reçues par l'administration de la F.A. concernant la réception par des camarades de livres, brochures, etc., envoyés par des particuliers sans qu'aucune commande ait été passée auparavant par lettre.

Le Comité National de la F.A., estimant ces procédés de vente forcée très incorrects, avertit tous les militants, sympathisants et lecteurs du « Lib », de refuser s'ils le désirent, tout envoi n'émanant pas soit du « Libertaire », soit du Service de Librairie, soit de la Fédération Anarchiste.

Tous nos envois sont faits sur commandes reçues par écrit au préalable, et portent le cachet de l'expéditeur : R. Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-10e.

Le C.N. de la F.A. décline toute responsabilité sur les faits précités et sur ceux qui pourraient se reproduire à l'avenir.

LE C.N. DE LA F.A.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

Les Syndicats entendront-ils
LA GRANDE VOIX D'EINSTEIN?

UNE grande voix vient de s'élever : Albert Einstein, savant universellement connu et pacifiste de tout temps, vient, avec toute l'autorité qui s'attache à son caractère, de jeter un cri d'alarme.

« Si la bombe à hydrogène est fabriquée, déclare-t-il, l'anni-hilation de toute la vie sur la terre devient du domaine des possi-bilités techniques par empoisonnement radioactif de l'atmosphère. »

Et le savant de dénoncer la « concentration colossale de la puissance financière aux mains des militaires », la course aux armements qu'il a qualifiée de désastreuse illusion.

Ce cri d'alarme, qui est en même temps un cri d'angoisse, doit retentir dans le cœur de tous les travailleurs destinés à fournir la matière première de la boucherie sans précédent qu'on nous pré-pare.

Qu'importe si certaines des solutions préconisées par le savant nous semblent dépassées. L'homme de laboratoire n'est pas forcé-ment un technicien de l'organisation du monde. Ce qu'il faut retenir de cet appel pathétique, c'est l'horreur de ce savant qui, par profession, SAIT *et est un des rares à savoir où la folie collec-tive nous mène.*

Les organisations syndicales restées libres de toute attache

par MONTLUC

avec les antagonistes qui se préparent à régler leur querelle avec notre peau sont prévenues.

Leur responsabilité se trouve engagée. Certes, il existe des organisations pacifistes qui luttent contre la guerre. Elles ont toutes la sympathie des ouvriers pacifistes. Toutefois, aucune d'entre elles ne se fait des illusions sur leurs possibilités pratiques. La lutte doit, pour être efficace, passer du plan sentimental au plan économique.

Et seules les organisations ouvrières peuvent traduire les « tortures » de conscience, les déclarations enflammées et sans por-tée pratique, en une action positive réaliste.

Des syndicalistes y ont pensé. Une action concrète contre la guerre est dans l'air. La déclaration d'Einstein doit lui donner l'élan nécessaire.

Il est temps que les syndicalistes assurent la relève du paci-fisme romantique.

Il est temps qu'ils organisent la lutte contre la guerre sur la base de l'usine.

Qu'ils ne s'y trompent pas. Dans ce domaine, un vide reste à combler, que les politiciens d'un des clans antagonistes remplira fatalement s'ils n'agissent pas...

Ce que l'on peut redouter, c'est « le complexe d'infériorité » qui, paralysant le syndicalisme libre, lui interdit toute action qui risque de le confondre avec celle des staliniens.

Il faut vaincre ce complexe. Il faut reprendre en main la lutte pour la paix en Indochine, en ayant seulement pour objectif cette paix.

C'est en formant un barrage à toute la guerre, avec des for-mules nettes, que l'écho de nos actions répondra à la grande voix d'outre-Atlantique et que nous arracherons les masses disponibles au chantage des fauteurs de guerre « déguisés en pacifistes ».

Pour un véritable regroupement

LA semaine passée, *Franc-Tireur* a parlé, dans un éditorial, d'une certaine tentative de rapprochement entre Force Ouvrière, les Autonomes et l'aile gauche de la C.F. T.C. En ajoutant quelques mots assez confus sur l'affiliation internationale. D'où quelque émoi dans les milieux syndicaux.

Car évidemment, tous ceux qui veu-lent rendre sa force au syndicalisme in-dépendant parlent de regroupement, de refonte. Mais la plupart sous-enten-dent : « A condition que vous veniez à nous ». Ce qui représente — on l'a souvent entendu — le fin du fin des concessions réciproques. En somme, on désire amener le voisin à une reddition sans conditions. Une annexion, en quel-que sorte. Vous pensez bien que cha-que partenaire, ou peu s'en faut, détient la vérité infuse et se proclame le dé-fenseur du véritable syndicalisme. En foi de quoi il convient que les autres capitulent devant lui. Eh bien voyons, cela va de soi. C'est ainsi qu'on entend préparer le terrain et aplanir les diffi-cultés. Après tout, ce qui compte, ce n'est pas de lutter contre les deux extrêmes qui ne rêvent que d'asservir le monde ouvrier. C'est d'abord de gar-der sa petite place au soleil du syndi-calisme. C'est de continuer à être l'homme infaillible et providentiel sans lequel rien ne peut être fait.

Tant pis pour les éternels mécon-tents pleurant le passé perdu, exhu-mant de temps à autre un grand dis-paru, pour lui faire dire... ma foi, pas toujours la vérité et peut-être le con-traire de ce qu'il aurait prononcé, s'il était vivant. Nous disons que si, enfin, s'offre la possibilité de reconstruire un mouvement syndical libre, indépendant des forces politiques, décidé à prati-quer la démocratie syndicale du haut en bas, respectant la liberté de parole, il faut en saisir l'occasion. Nous n'avons pas à nous préoccuper des per-sonnalités qui lancent la tentative. L'im-portant est qu'elle soit lancée par des hommes représentant autre chose qu'eux-mêmes. Peu nous importe qu'un tel soit socialiste, un autre ca-tholique pratiquant, un troisième trots-kiste. Oui ou non, le syndicat doit-il admettre en son sein tous les travail-leurs, quelles que soient leur confession ou leur appartenance philosophique ou politique ?

Nous ne sortirons pas de cette divi-sion tant que nous ne serons pas débar-rassés de toutes les suspicions, de tous les préjugés défavorables, pour valables qu'ils soient.

Nous ne sommes pas partisans du re-groupement à tout prix. Cette suppositi-on ne tient pas debout, car elle ren-ferme en elle-même un illogisme. Mais nous maintenons qu'il est possible, au moins entre tous ceux qui ont quitté la C.G.T. depuis 1944. Car enfin, quand ils étaient dans cette C.G.T. ils s'en-tendaient bien et n'étaient cependant pas toujours d'accord sur tous les points. Ce que nous demandons aux ouvriers c'est d'obliger leurs dirigeants d'être avant tout des syndicalistes, c'est de penser à l'amélioration du sort des humbles, d'abord, c'est de chercher à élever leur niveau social et intellectuel, c'est de ne pas les tromper, c'est de prendre note de leurs plaintes, c'est de savoir présenter et prendre leur défen-se. Ce que nous leur demandons, c'est, en somme, beaucoup de courage.

Il n'est pas possible que la classe ou-vrière attende longtemps encore les quarante heures et la revalorisation de son pouvoir d'achat.

La C.G.T. poursuit actuellement une série de manœuvres qui n'ont aucun rapport avec la défense du prolétariat. Si, à la faveur de cette agitation fac-tice, elle parvient à décrocher les qua-rante heures et des augmentations de salaires, elle regagnera rapidement le terrain perdu. Ce qui, sur le plan poli-tique, peut nous conduire fort loin. Les ouvriers risquent de payer fort cher une victoire passagère. Nous reverrions rapidement les appels du genre : « Tra-vailler d'abord, revendiquer ensuite ». Les quarante heures feraient bientôt place aux 60 heures.

Si l'on veut éviter cette débâcle, il faut faire vite. Des gens qui s'expri-ment de la même façon quand ils n'ha-bitent pas sous le même toit, doivent pouvoir trouver une formule d'entente qui leur permette de vivre dans la même maison. Faute de quoi, ils se-ront contraints de mettre la clé sous la porte à tour de rôle, sans profit pour personne d'autre que les ennemis acharnés des travailleurs.

Ce n'est pas la première fois que le « Libertaire » sonne l'alarme. Il a été le premier à dénoncer le danger. Qu'aujourd'hui « Franc-Tireur » lui emboîte le pas ne peut que l'affermir dans sa position.

Quant à l'affiliation internationale, nous avons le sentiment qu'il serait prématuré et singulièrement dange-reux d'en faire la condition « sine qua non » du regroupement. Pour nous, ré-volutionnaires, notre siège est fait. Mais comme nous ne serions suivis que d'une minorité, et que d'autre part il est un travail plus urgent à entrepren-dre, nous croyons qu'il serait bon de renvoyer cette question à des temps plus propices aux grands discours. Bien entendu, nous demandons la réci-procité.

Le prolétariat entend aujourd'hui re-voir la semaine des deux dimanches, avoir des salaires suffisants pour join-dre le superflu au nécessaire, voir ces-ser le scandale de la hiérarchisation à outrance des salaires, avoir la stabi-lité de son emploi, ne plus vivre sous la hantise du chômage, faire disparaî-tre les prérogatives exorbitantes des chefs. Il nous semble facile, avec un peu de bonne volonté et de franchise, de construire une maison commune autour de ces revendications. C'est seu-lement quand elle sera bâtie qu'on pourra jeter la pierre aux inorganisés. Mais nous savons, parce que nous vi-vons avec eux, parce que nous enten-dons leurs critiques, qu'ils ne resteront pas longtemps isolés, en face de cette force.

Les anarchistes ne sont pas aveuglés par le sectarisme. Ils sont à la pointe de tous les combats pour l'émancipa-tion des travailleurs. Ils seront encore, dans les diverses confédérations syndi-cales où ils militent, les meilleurs pro-tagonistes d'une refonte nécessaire que les événements rendront bientôt obliga-toire.

Fernand ROBERT.

A LA R. A. T. P.
Quand «Métro-Bus» se fait valet

LA Compagnie de Jésus avait cou-tume de combattre ses ennemis en s'introduisant dans leur inti-mité, en accaparant leur amitié, en leur faisant croire qu'elle les défen-dait. Quand leur confiance envers elle atteignait son apogée, elle les assassinait. En s'arrangeant encore pour laisser ac-cuser un innocent. Ainsi faisait-on d'une pierre deux coups. Dans « Le Juif Errant », Eugène Suë nous donne un aperçu romancé de la force que possè-dent ceux qui savent — et peuvent — utiliser le jésuitisme comme moyen de combat.

Dans « Métro-Bus », organe cégétis-te de la R.A.T.P., numéro de janvier 1950 (N° 51), on applique la méthode un peu lourdement. Sous prétexte d'in-dépendance syndicale, on baratine sur l'U.R.S.S. à longueur de colonnes. Qua-tre articles vous glissent en douce le pe-tit refrain sur les démocraties populaires et le petit père des peuples. En premiè-re page, sur huit colonnes : « M. le Mi-« nistre des Transports dit non à nos « revendications pour dire non à la « paix ». Vous voyez la finesse. Après quoi, toujours en première : « L'Union « Soviétique, rempart de la paix ». Fa-meux rempart en vérité. Encore à la une : « Le sport est-il neutre à l'Union « sportive métropolitaine des Trans-« ports ? », où un certain Baisemain proteste assez maladroitement contre l'organe « Métro sportif », accusé pour la circonstance de n'avoir pas passé « quelques lignes sur les démocraties « populaires ». On en profite pour nous dire deux mots sur la Tchécoslovaquie. Histoire de bien montrer qu'on reste neutre. Enfin, toujurs à la une : « Con-tre les exterminateurs du genre humain, interdisons la bombe atomique ». Etant entendu qu'il s'agit d'interdire celle de Truman, seulement.

Vous apprenez ainsi, avec satisfaction, que : « En Union Soviétique, il est vrai, il n'y a plus de banquiers, de grands pa-trons ni de marchands de canons, ni de généraux corrompus ; (souligné dans le texte !); les travailleurs sont maîtres de leur destin ». C'est comme on a l'hon-neur de vous le dire. Et c'est précieux à savoir, en ces temps où chaque jour-nal à fort tirage publie des contre-vérités sur l'U.R.S.S. Du moment qu'il n'y a plus de banquiers en U.R.S.S., il n'y a plus besoin d'argent. C'est l'égalité in-tégrale. C'est pour ça que des ouvriers gagnent 350 roubles par mois, et d'au-tres dix mille. Plus de grands patrons ça, tout le monde le sait. Il n'y a plus guère que des maîtres... Plus de mar-chands de canons : voilà pourquoi la Russie de Staline a attaqué la Finlande avec des frondes, en 1939. Il est vrai qu'il ne s'agit guère, là, que de vulgai-res calomnies. Chacun sait, en effet, que c'est la Finlande qui, voulant se faire aussi grosse que le bœuf, prétendait croquer la grande Russie. Heureuse-ment que l'U.R.S.S., véritablement ma-gnanime, a su défendre la paix, en ce temps-là, rien qu'en roulant de gros yeux... et quelques tanks.

Il n'y a plus de généraux corrompus... Forcément, Staline les a tous pendus. Le mal, c'est qu'ils semblent bien se reproduire comme des champignons sur un tas de fumier. C'est sans doute pour ça que chaque année amène son contin-gent de procès, avec aveux spontanés à la pelle.

Sacré Métro-Bus! Tu nous la bâilles belle ! Et si tu nous la foutais un peu, la paix, une fois pour toutes, avec tes réclames politiques, crois-tu que ça ne serait pas aussi bien ?

René GUY.

Revue de la Presse syndicale

La neutralité d'Alain

Le Leap, nouveau pèlerin de la C.G.T. en Union Soviétique, reconnaît dans *Le Peuple* (C.G.T.) au seul Ho Chi Minh le droit de parler au nom du peuple viet-namien. Réclamant le retour du corps ex-péditionnaire, il ajoute par ailleurs :

« ...M. Jessup, ambassadeur itiné-rant de M. Truman, a déclaré que les Etats-Unis reconnaîtraient rapide-ment le gouvernement de Bao Daï et lui viendraient en aide militairement. Mais si les Etats-Unis fournissent des armes — à moins que M. Bao Daï ne lève une armée en Indochine — qui donc les utilisera ? Qui donc se bat-tra pour transformer l'Indochine en base d'agression américaine ? Qui, sinon le corps expéditionnaire fran-çais ?

Et si l'Union Soviétique, répondant du tac au tac à l'Amérique, tenait de semblables propos ? Quel beau con-cert de hurlements nous entendrions, organisé par ceux-là qui trouvent nor-mal de voir en Indochnie deux géné-raux américains...

..C'est Ho Chi Minh le chef de la résistance vietnamienne. C'est donc avec lui qu'il faut négocier. »

Les constatations de Le Leap sont à retardement. Car, en fait, la guerre d'In-dochine n'est pas aussi récente que les sentiments « pacifistes » subits des di-rigeants staliniens. Elle dure depuis de nombreuses années. Pourquoi alors notre pèlerin n'a-t-il pas protesté quand les ministres communistes (?) votaient sans restriction, les crédits militaires, dont une grande partie devait être affectée aux expéditions colonialistes (Indochine, Madagascar, Algérie, etc...) ? La neu-tralité de Le Leap à l'égard du P.C.F. n'est qu'une façade. Et nous voyons poin-dre le bout de l'oreille du Kominform lorsque *Le Peuple* demande au gouver-nement de négocier avec Ho Chi Minh. Négocier avec Ho Chi Minh ce serait, d'une part, reconnaître implicitement que le gouvernement peut souhaiter un apai-sement et d'autre part considérer Ho Chi Minh comme le représentant authentique du peuple vietnamien. La réalité est tout autre :

Ni Bao Daï, ni Ho Chi Minh !

Rappel immédiat du corps expédition-naire d'Indochine et d'ailleurs. Tel est notre mot d'ordre.

La vie en « rose »

Pour Rose Etienne, dans *Force Ou-vrière*, Ho Chi Minh et Bao Daï sont des intermédiaires que les deux « blocs » se jettent en pâture (nous n'avons pas — quant à nous — attendu après *F.O.* pour crier ces vérités) mais, si elle condamne le premier R. Etienne observe à l'égard de l'empereur d'opérette, un silence pour le moins équivoque.

« Qui donc veut la guerre ? Quel est le pays où le peuple — sachant qu'il est toujours le plus terriblement frappé — ne désire pas passionnément la paix ?...

« Mais quoi alors, direz-vous ?

« Nous devrions, logiquement, pouvoir penser à l'O.N.U. Ardem-ment nous pensons à la nouvelle in-ternationale syndicale, la C.I.S.L. qui doit savoir et pouvoir avant toute chose, parce que c'est le plus urgent, parce que c'est le plus sacré, SAU-VER LA PAIX. »

Rose Etienne plaisante. Qui pourrait présentement la prendre au sérieux ? Nous avons trop entendu de ces déclarations platoniques qui amenaient immanquable-ment leurs auteurs à soutenir la guerre lorsque celle-ci était déclanchée.

Tout cela au nom de la défense de la Liberté et de la Démocratie. Nous ne ferons pas l'injure à Rose de lui citer l'exemple de Jouhaux, son secrétaire gé-néral inamovible.

Paradis soviétique

Le communisme stalinien d'U.R.S.S. n'a pas aboli le régime des classes. Ce n'est pas nous qui le disons, mais la *Vie Ouvrière*. Voyez plutôt :

Kononyuk est chef de train. En cette qualité il touche un sursalaire de 25 %, c'est-à-dire 400 roubles par mois ;

En qualité de technicien de secon-de classe, conduisant un train, Kono-nyuk touche encore un sursalaire de 20 %, c'est-à-dire encore 592 rou-bles par mois

Mais ce n'est pas tout : Kononyuk recevra, en outre, un boni de 20 rou-bles par tonne de charbon économi-sée. Si aucune faute professionnelle ne lui est reprochée, il touchera, en outre, en fin d'année, une gratifica-tion d'un mois de salaire. L'un dans l'autre, le revenu mensuel du techni-cien Kononyuk sera d'environ 4.000 roubles par mois.

Et Kononyuk n'est pas un privilégié, « les célèbres cheminots stakhanovistes, ajoute la *V. O.*, arrivent à gagner jus-qu'à 10.000 roubles par mois », soit 2,5 fois plus. Prime de qualité, prime au rendement, sanctions, hiérarchie sociale, est-ce de cela que rêvent les militants de base communistes ? Çà le « paradis » soviétique ? Allons donc ! Staline n'a rien à envier à son ex-compère A. Hitler dont il fut le précurseur. Comme le dic-tateur du Grand Reich, le maître du Kremlin est en haut de l'échelle. Dieu fait homme. Exploitant sans scrupule un peuple dont la colère est étouffée par un puissant système policier.

A. PICARD.

Au Palais-Bourbon

(Suite de la première page)

ger réactionnaire etc... ». Car, nul ne doute qu'un isolement même rompu par la présence de quelques M. R. P. soit défavorable à la future campagne élec-torale. La déclaration de Guy Mollet, coïncidant avec celle de de Gaulle, l'abs-tention des députés S. F. I. O. lors de la réinvestiture du cabinet Bidault, ab-stention qui a implicitement autorisé les modalités d'application de la prime des 3.000 fr., cause de leur départ, démon-trent suffisamment la nostalgie du pou-voir qui étreint déjà les chefs socialis-tes et la peur qu'ils éprouvent de bri-ser définitivement une coalition somme toute préférable à un bouleversement politique lourd d'inconnues.

●●●

Si l'on s'élève au-dessus de toutes les manœuvres de couloirs, de toutes les tractations plus ou moins propres, de toute cette cuisine, on découvre alors la vraie, la grande manœuvre : l'atta-que de la réaction classique que faci-lite présentement la position équivoque de la S. F. I. O. A ceux qui parlent d'un glissement vers la droite, on peut répondre que ce glissement s'est déjà largement opéré grâce à l'acceptation par les socialistes d'une politique de contrainte sociale dissimulée sous des étiquettes « progressistes ».

Il ne reste plus, aujourd'hui, que les étiquettes à changer, et des mesures complémentaires à prendre. Elles seront l'aboutissement d'un mouvement dé-clenché par ceux-là même qui demain s'élèveront contre la réaction, mais s'empresseront, le cas échéant, d'appli-quer ces mesures à leur profit.

Le colonialisme, la préparation de la guerre imposée par les U. S. A., la pres-sion du gros patronat pour un retour vers un libéralisme adapté aux circons-tances, l'impossibilité de maintenir le cours du franc sans une oppression gran-dissante de la classe ouvrière, la néces-sité électorale de manger aux râteliers patronaux et aux râteliers des travail-leurs, les difficultés économiques pous-sent tous les partis vers les solutions réactionnaires.

Reste à savoir si cette réaction sera de droite ou de gauche, si M. Bidault funambule politique, choisira Blum ou Reynaud ou si le parlement, veilli avant l'âge, usé, avili, ira chercher auprès des électeurs un renouveau de jeunesse, une nouvelle force qui ne s'exercera jamais qu'au détriment du peuple.

A AIMARGUES
A PROPOS D'UNE LETTRE DE MAGISTRAT

Un certain Château, maire d'Aimar-gues, que notre ami Perrier avait mis en cause dans un article intitulé : « A Ai-margues les chômeurs passent à l'action gestionnaire », nous envoie une lettre où il parle de son dégoût de notre journal, où il est question de trusts, de sectes et de calomnie abjecte, etc. Et de nous ci-ter les noms de quelques individus qui, ayant fait leurs premières armes chez nous, ont mal tourné. Le Château en question a simplement oublié d'ajouter le sien. Nous donnons volontiers de nou-veau la parole à notre ami Perrier qui, nous en sommes sûrs, pour la plus gran-de joie des administrés de ce renégat anarchiste, fixe quelques points de sa bio graphie.

Rédacteur occasionnel du « Lib », j'ai eu, à plusieurs reprises, l'occasion de parler dans ce journal d'un tout petit pontife local qui règne sur ma bonne ville d'Aimargues, avec toute l'autorité que lui confère ses qualités de premier magistrat. Et tout dernière-ment encore, j'informais les lecteurs du « Lib » des agissements de notre municipalité ouvrière (? vis-à-vis des chômeurs et mettais en relief ceux du « chef » incontesté de ce gouverne-ment local, lequel ancien « anar », an-cien braconnier au sens propre comme au sens figuré, pratique aujourd'hui une politique de garde-chasse.

Mon premier magistrat, maire de la ville d'Aimargues, vient d'envoyer à la rédaction du « Libertaire » une let-tre injurieuse dans laquelle il déverse sont trop plein de caca et où le ridicule le dispute à l'odieux. Nous avons ainsi la mesure de l'ignorance et de la bêtise (pour être poli) de celui qui représente les 2.000 habitants de mon village.

Ce qui n'est pas flatteur pour ces derniers reconnaissons-le en toute franchise.

« Est-il (le Libertaire) au service d'une secte ou d'un trust quelconque se trouvant dans l'ombre ? écrit-il. Et il ajoute : « En effet, cette constata-tion (sic) a pris naissance pendant l'occupation avec la volte-face de cer-tains professeurs Jeanson, Giono et tutti-quanti... (resic) ».

Voyons, la mémoire vous ferait-elle défaut, M. le Maire ? Seriez-vous par hasard frappé d'amnésie ? En ce cas, c'est à un docteur qu'il conviendrait d'écrire et non au « Lib » qui, vous ne deviez pas l'ignorer, a cessé de paraî-tre du premier jour de la mobilisation jusqu'à ce qu'il est convenu d'appeler la Libération. Quant aux « profes-seurs » Jeanson et Giono, mes amis et moi ne voyons pas en quoi leur volte-face (si volte-face il y a eu) puisse avoir un rapport quelconque avec la ligne d'un journal qui, je le répète, ne paraissait pas.

Mais peut-être, en parlant de la volte-face des autres, espérez-vous nous faire oublier la vôtre ?

Vous nous parlez, M. le Maire, de la Libération des « anars » se trouvant dans les camps de concentration, par l'intermédiaire du ministre Pucheu, ainsi que de Belin, Bertin, Lagardelle, anciens anars! ! !

S'il est vrai que des *syndicalistes*, et pas forcément des « anars » furent libérés par Pucheu, en quoi, je vous le demande, cela peut-il retomber sur le « Libertaire » ?

Vous même, vous auriez pu devoir votre libération, au Pape, à l'Aga Khan, à Doriot, ou à un quelconque évêque. Mais non, c'est à Pucheu, avec votre consentement, que vous la devez.

En quoi, en 1950, la rédaction du « Lib » est-elle responsable dans votre libération ?

Quant à savoir si notre « Lib » est au service d'une secte ou d'un trust quelconque se trouvant dans l'ombre, c'est là une chose que nous allons ten-ter d'élucider ensemble.

Soyons sérieux voulez-vous ?

Vous avez longtemps trafiqué les milieux libertaires. Votre lot fut une dizaine d'année au chômage, perquisi-tion, camp de concentration. Une noire misère, quoi!

Et puis un jour, hop! votre fusil changea d'épaule. La volte-face dont il est question plus haut, s'opéra

L'ambition vous y poussant, l'orgueil vous y aidant et la bêtise humaine vous y plaçant, vous voilà installé sur le fauteuil présidentiel de votre conseil municipal.

Deux ans après, fier comme Arta-ban, vous, le chômeur d'hier, vous vous pavanez au volant d'une voiture. Je n'insinue rien, M. le Maire, je cons-tate.

Si nous servons un trust, au « Li-bertaire », c'est celui de la misère. Soyez persuadé, Monsieur, qu'il ne me rapporte pas comme l'exploitation du trust de la stupilidité, de la crédulité, de la bêtise.

« C'est pour ces raisons, dites-vous, que je cesse d'être le vieux lecteur de ce sublime journal ».

Je vous en prie, mon cher magistrat, gardez vos superlatifs pour vos élec-teurs. Vous en aurez besoin aux élec-tions prochaines. Et n'essayez surtout pas de nous faire croire que vous ces-sez aujourd'hui seulement, d'être le vieux lecteur de notre « Lib. ». Cette cessation, je le sais bien, moi qui vous vendais le journal, date du jour où, porté au pinacle par ce bon populo d'électeurs, vous avez ceint votre tête de l'écharpe tricolore. Elle date du jour où vous avez osé vous présenter, pour discourir, devant un monument aux Morts, flanqué d'un curé à qui vous deviez quelques jours de prison et de gendarmes de qui vous aviez subi la violation de domicile, appelée en termes juridiques : perquisition.

Aussi, après avoir brûlé ce que vous aviez adoré et adoré ce que vous aviez brûlé, vous êtes bien mal venu pour nous parler de la ligne de notre *Liber-taire*.

Surveillez la vôtre, de ligne, M. le Maire. Elle me paraît bien sinueuse et les tournants en épingles à cheveux y foisonnent.

Mais, de grâce, laissez au *Libertaire* le soin de suivre la ligne que, seules, les différentes tendances de l'anar-chisme ont le droit de discuter.

Elisée PERRIER.

(1) Voir le « Libertaire » n° 208 du 9-12-1949.

Après avoir lu

ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci